

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉDUCATION DANS LES COLONIES

DE

JEUNES DÉTENUS

ET LA

PRÉSERVATION DES JEUNES LIBÉRÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 1^{er} Juin 1907, à 1 heure et demie

PAR

Henri ROBIN

Président : M. LE POITTEVIN

Suffragants { MM. GARÇON } Professeurs
 { TISSIER }

PARIS

IMPRIMERIE F. LEVÉ

RUE CASSETTE, 17

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉDUCATION DANS LES COLONIES

DE

JEUNES DÉTENUS

ET LA

PRÉSERVATION DES JEUNES LIBÉRÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

(Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Samedi 1^{er} Juin 1907, à 1 heure et demie

PAR

Henri ROBIN

Président : **M. LE POITTEVIN**

Suffragants { **MM. GARÇON** } Professeurs
 { **TISSIER** }

PARIS

IMPRIMERIE F. LEVÉ

RUE CASSETTE, 17

—
1907



INTRODUCTION

Il importe, au début de cette étude, de rappeler brièvement que les règles législatives, judiciaires et pénitentiaires applicables aux mineurs diffèrent profondément de celles qui régissent les majeurs.

Disons, avant toute chose, que, depuis la loi du 12 avril 1906, l'âge de la majorité pénale, fixé à seize ans par le Code de 1810, a été reculé jusqu'à dix-huit ans. Mais, en apportant au Code pénal cette importante modification, le législateur de 1906 a fait ses réserves. Il a décidé que, si le prévenu est mineur de dix-huit ans, la question de discernement devra toujours être posée, et ce à peine de nullité. Au cas d'acquiescement pour non discernement, le jeune homme sera remis à ses parents ou envoyé en correction; le texte interdit de le confier à l'Assistance publique s'il a plus de seize ans. Au cas où, le discernement étant trouvé suffisant, le juge prononce une condamnation, le mineur de seize à dix-huit ans encourt la peine dont il eût été frappé s'il avait été majeur : la loi de 1906, modifiant l'article 67 du Code,

ne le fait, elle le dit expressément, qu'à l'égard des mineurs de seize ans.

Abordons maintenant l'examen des principales règles judiciaires auxquelles sont soumis les mineurs. Il faut noter, au point de vue de l'instruction préparatoire, une circulaire du 31 mai 1898, portant la signature de M. Milliard, Garde des sceaux, et prescrivant l'ouverture d'une instruction pour toutes les affaires concernant les mineurs. C'est là une excellente initiative ; par malheur, la mesure devient inapplicable si une personne use envers le mineur du droit de citation directe. Puis la circulaire a encore un autre inconvénient : elle n'est qu'un acte du pouvoir administratif, c'est-à-dire révocable du jour au lendemain ; enfin, la négligence de ses prescriptions peut amener une mesure disciplinaire contre certains magistrats, mais la défense ne saurait s'en prévaloir en appel ni en cassation.

Quant aux règles fixes, les voici :

1^o La question de discernement sera toujours posée. Elle sera résolue par le Tribunal, si l'instance se déroule en police correctionnelle ; par le Jury, si le procès a lieu devant la Cour d'assises.

2^o Si le mineur est acquitté comme ayant agi sans discernement, la juridiction de jugement — Cour ou Tribunal — peut prendre vis-à-vis de lui certaines mesures d'éducation ou de préservation.

3^o Le mineur n'ayant pas de complices majeurs et présents, ou accusé de faits autres que ceux entraînant

la peine de mort, celle des travaux forcés à perpétuité, la peine de la déportation ou celle de la détention, sera jugé par le Tribunal correctionnel, comme le mineur prévenu d'un simple délit. La peine prononcée sera toujours si l'inculpé à moins de seize ans un emprisonnement temporaire, sauf, bien entendu, les cas de simple amende (1).

Le titre de ce travail : *Colonies Pénitenciaires*, nous confinant dans l'éducation des jeunes garçons, nous allons prendre le mineur à sa sortie du Palais de Justice, et examiner ce qu'il deviendra.

Acquittement pur et simple. — Le Tribunal a pu décider tout d'abord que l'enfant a été inculpé à tort du fait qu'on lui reproche. C'est alors l'acquittement pur et simple, semblable de tous points à celui dont un majeur eût bénéficié. Il se peut seulement qu'un patronage se charge du mineur, le considérant comme en danger moral ; c'est une question d'espèces.

Mais un cas peut se présenter : c'est celui d'un mineur en état de démence. Il est souvent bien difficile et bien important pour des juges de savoir si un mineur est irresponsable parce qu'il n'a pas l'intelligence assez mûre, ou s'il est irresponsable parce qu'il est atteint d'une maladie mentale. Dans cette dernière hypothèse, il serait désastreux d'envoyer le jeune homme en correction : l'asile seul peut lui convenir.

Acquittement pour non discernement. — Les juges ont pu estimer que, le mineur ayant commis le fait déli-

(1) Code pénal, art. 66, 67, 68, 69.

tueux, il a agi sans discernement. C'est encore l'acquittement. Mais, ici, le Tribunal peut prendre des mesures d'éducation et de préservation à l'égard du mineur. Ces mesures sont assez nombreuses.

Les parents présentent-ils de sérieuses garanties de moralité? exercent-ils une profession leur permettant de surveiller constamment leur fils? On le leur remet. Suivant un usage excellent, d'une pratique générale au Tribunal de la Seine, le président, une fois le jugement prononcé, avertit les parents que, si l'enfant se conduit mal, ils pourront demander son internement.

D'autres enfants sont confiés à l'Assistance Publique, d'autres à des patronages, dont nous aurons à étudier ultérieurement le fonctionnement et l'organisation. (Loi du 19 avril 1898, art. 4 et 5.)

D'autres, pour l'amendement desquels une éducation sévère est jugée indispensable, sont envoyés dans des « Maisons de correction. » Ils sont dirigés par les soins de l'Administration Pénitentiaire, sur des « Colonies, » ou sur des « Ecoles de réforme. »

Condamnation. — Il se peut, enfin, que le Tribunal ait trouvé chez le précoce malfaiteur assez d'intelligence pour penser que le délit a été commis en toute connaissance de cause. Il décide alors que le jeune homme a agi avec discernement, et il le condamne soit à l'amende, soit à un emprisonnement temporaire dans le cas d'un mineur de seize ans, soit aux peines ordinaires dans le cas d'un mineur de seize à dix-huit ans. Si le sursis est accordé, le condamné est souvent recueilli

par un patronage. Parfois, il est rendu à sa famille. S'il ne bénéficie pas de la loi Bérenger, il rejoint ses pareils dans une colonie, ordinaire ou correctionnelle, où il purgera sa peine.

Nous avons donc à étudier dans la première partie de ce travail les établissements publics et privés spécialement affectés aux mineurs acquittés et aux mineurs condamnés. Dans notre seconde partie, traitant de la préservation des jeunes libérés, qui est l'indispensable complément de l'éducation pénitentiaire, nous verrons s'achever l'œuvre du sauvetage moral.

PREMIÈRE PARTIE

LES ÉTABLISSEMENTS

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME PÉNITENTIAIRE DE L'ENFANCE AVANT 1850

LA LOI DE 1850

§ 1^{er}. — AVANT 1850

Nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt, avant de visiter une Colonie pénitentiaire actuelle, de jeter un coup d'œil rapide sur les travaux des générations précédentes. Comme toute grande modification sociale, la réforme apportée en notre matière par la loi du 5 août 1850 a été longuement mûrie. Elle est le fruit d'une lente évolution, dont nous allons essayer de noter les phases principales.

C'est à l'Assemblée Constituante que l'on attribue en général l'honneur d'avoir inauguré une législation spéciale des mineurs. Pourtant, dès le xvi^e siècle, on

constate la suppression des châtiments corporels pour une certaine catégorie de jeunes délinquants : les mendiants ou vagabonds. Ils sont internés et instruits dans les hospices, et, à leur sortie, on les place chez des cultivateurs ou des artisans. (Ordonnance de 1545.)

Mais c'est en 1791 que le Code pénal pose pour la première fois la question primordiale de la responsabilité. Cet acte législatif, en son titre V : « De l'influence de l'âge des condamnés sur la nature et la durée des peines, » décide que, quand le délinquant aura moins de seize ans, la question de discernement devra être posée. Au cas de non discernement, l'enfant sera rendu à sa famille ou envoyé en correction.

Si le Tribunal s'est arrêté à ce dernier parti, l'enfant se trouve, dans la Maison de correction, mélangé aux condamnés : car, moins favorisé que les mineurs enfermés sur la demande des familles, il n'est point détenu dans un quartier spécial. Est-il besoin de faire remarquer les dangers d'un pareil système ? A l'époque même où on l'appliquait, on se rendait compte de ses inconvénients. C'est ainsi que le représentant du peuple Paganel, dans un rapport adressé par lui à la Convention sur les prisons parisiennes, disait : « Là, nous avons trouvé de nombreux enfants précoces par le crime, mais que des soins paternels restitueraient à la société. Abandonnés par elle, ils végètent, sans crainte et sans espérance. Bientôt, ils seront un fardeau pour la société. Vous pouvez épargner cette douleur à la Patrie, qui les regarde avec une tendre sollicitude, et

cette perte à l'agriculture et à la marine, qui vous promettent de les rendre dignes d'elles et de la liberté. La leçon du travail peut encore ouvrir ces tendres âmes aux aspirations de la vertu. »

Cette idée de régénération par le travail, idée sur laquelle repose aujourd'hui tout le système de l'éducation pénitentiaire, cette idée séduisit les conventionnels. La loi du 26 frimaire an III permit aux jeunes détenus de servir dans la marine. Mais l'on s'aperçut rapidement que, d'abord, les mineurs de cette catégorie versés dans la flotte ne s'éduquaient aucunement, et que, ensuite, leur esprit d'indiscipline pouvait se communiquer aux équipages, et devenir dangereux au point de vue militaire. Le 25 thermidor an VIII, un arrêté consulaire abrogeait la loi.

Et, de nouveau, ce fut pour les mineurs le voisinage, dans les prisons, avec les majeurs. Leur situation, modifiée par le Code pénal de 1810, en ce qui touche la durée et le genre des peines, ne subit sous le régime impérial aucun changement au point de vue pénitentiaire.

Ce n'est que sous la Restauration, en 1817, qu'apparaît la séparation des mineurs et des majeurs. Elle était jusqu'alors appliquée aux seuls enfants détenus par mesure paternelle. Désormais, tous les mineurs occuperont dans les Maisons centrales un quartier à part. Réforme excellente, assurément, et qui marquait un progrès considérable. Mais c'était toujours le simple internement, sans tentative d'amélioration morale.

Pourtant, il faut, dans l'histoire pénitentiaire des

mineurs, marquer d'une pierre blanche cette date de 1817 : mettre à part les enfants, c'était faire espérer qu'un jour leur prison deviendrait une école. Et le but atteint par l'ordonnance de 1817 va devenir le point de départ d'un système qui aboutira à la loi de 1850.

Quand nous aurons mentionné encore l'arrêté pris en 1819 par le duc Decazes, Ministre de l'Intérieur, qui décidait de séparer des jeunes délinquants les mineurs détenus par voie de correction paternelle, nous serons arrivés au terme des réformes accomplies à cette époque, et il nous faudra attendre l'année 1827 pour voir poindre en France une idée nouvelle.

À l'étranger, cependant, on se préoccupe du sort des jeunes délinquants.

L'Amérique fut la grande initiatrice. En 1823, quelques notables de New-York, voyant la situation lamentable d'enfants qui partageaient la prison des malfaiteurs adultes, résolurent de les soustraire à cette triste et dangereuse promiscuité. Dans ce but, ils créèrent une maison de refuge « *for the reformation of juvenile delinquents.* » Cet établissement, destiné aux enfants des deux sexes, tenait de la prison et de l'école. On y distribuait aux jeunes détenus l'éducation religieuse, morale, intellectuelle et professionnelle.

L'entreprise réussit, et ce premier succès amena la fondation d'œuvres similaires à Philadelphie et à Boston.

Devant l'excellence des résultats, l'abbé Auzoux créa en 1827, à Paris, un établissement de jeunes détenus, — création d'ailleurs éphémère, mais cependant fort

utile, en ce sens que d'autres philanthropes eurent le désir de l'imiter. En 1830, M. de Montbel, Ministre de l'Intérieur, fit droit à une pétition présentée aux Chambres deux ans auparavant. Le Conseil d'Etat fut saisi d'un projet de loi tendant à créer une maison destinée à recevoir six cents mineurs. Par malheur, des raisons budgétaires firent avorter la réforme. On installa seulement des quartiers spéciaux dans quelques prisons. En 1832, Paris vit s'ouvrir simultanément le quartier des mineurs à la prison des Madelonnettes, et l'établissement spécial de la Petite Roquette, qui devait, quelques années plus tard, absorber le premier.

Mais la *Colonie pénitentiaire* proprement dite n'apparut qu'en 1839. Elle fonctionna pour la première fois en France à Mettray, non loin de Tours. Fondée par M. Demetz, ancien conseiller à la Cour impériale de Paris, et par le vicomte de Brétinières de Courteilles, sur le modèle des maisons américaines, elle est aujourd'hui encore la plus florissante des Colonies privées.

La même année, des particuliers ouvraient à Parkhurst, en Angleterre, une école d'éducation correctionnelle.

L'élan était donné.

§ II. — LA LOI DE 1850

Ce serait une grave erreur de croire que la « Loi du 5 août 1850, sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus » ait été une loi créatrice. Quand elle

fut élaborée, il y avait déjà en France un certain nombre de colonies privées, parmi lesquelles il faut citer Mettray (1839), Bordeaux (1839), Sainte-Foy (1842), Saint-Ilan (1843), le Val-d'Yèvre (1846). En outre, l'Etat avait établi dans les maisons centrales de Fontevault (1842), Clairvaux (1843), Loos (1844) et Gailon (1845), des quartiers spéciaux de jeunes détenus, avec travaux agricoles à l'extérieur. La fondation de Mettray avait, on le voit, fait sentir à l'Administration Pénitentiaire la nécessité d'appliquer enfin les mesures d'éducation préconisées par les deux codes de 1791 et 1810.

La loi de 1850 est donc, à proprement parler, une loi de réglementation.

Pour tous les enfants placés sous la tutelle administrative, elle institue une éducation morale, religieuse et professionnelle.

Puis la loi distingue entre :

Les mineurs acquittés comme ayant agi sans discernement ;

Les mineurs condamnés à moins de six mois d'emprisonnement ;

Les mineurs condamnés à des peines variant de six mois à deux ans d'emprisonnement ;

Les mineurs condamnés à plus de deux années d'emprisonnement ;

Les mineurs détenus par voie de correction paternelle.

Les acquittés, et les condamnés à plus de six mois et à moins de deux années d'emprisonnement sont

envoyés dans les « Colonies pénitentaires. » (1) — « Ils y sont, » dit la loi, « élevés en commun sous une discipline sévère, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction élémentaire. » Les condamnés devraient être employés pendant trois mois à des travaux sédentaires, et enfermés dans un quartier distinct. L'admission aux travaux agricoles leur serait accordée comme une récompense après ce temps d'épreuve. Cette idée excellente du législateur n'a malheureusement jamais été appliquée.

Les enfants peuvent, à titre d'essai, être placés hors de la colonie. Très souvent, on les autorise officiellement à contracter un engagement militaire. Mais on a soin de les confier alors à la société de patronage que dirige M. Voisin (2).

Les mineurs condamnés à moins de six mois d'em-

(1) La loi de 1850, qui prescrit dans son art. 16 l'envoi dans les maisons pénitentaires des jeunes filles internées par voie de correction paternelle, n'édicte pas la même mesure pour les jeunes garçons détenus en vertu du même pouvoir familial. Ceux-ci, à Paris, sont envoyés à la Petite Roquette. En province, ils sont maintenus dans les maisons d'arrêt.

(2) A propos de l'engagement militaire, on a été amené à poser une intéressante question. Le mineur élevé dans un établissement d'éducation pénitentiaire a-t-il besoin pour s'engager de l'autorisation paternelle ? En 1864, le maréchal Randon, Ministre de la Guerre, dans une lettre à son collègue de l'Intérieur, répondait négativement, car il estimait que les mineurs visés étaient sous la tutelle de l'administration. En 1902, une circulaire du Ministre de l'Intérieur prescrivit, au contraire, aux directeurs des établissements de demander l'autorisation des parents, quand ceux-ci posséderaient la puissance paternelle.

prisonnement sont maintenus dans les maisons d'arrêt et de justice. — C'était, en 1850, dire qu'ils seraient incarcérés avec les pires scélérats. La loi de 1875 sur le régime cellulaire a fait disparaître ce péril pour un certain nombre de prisons; mais, malgré la bonne volonté de l'Administration Pénitentiaire, malgré les efforts du Conseil supérieur des Prisons, cette excellente loi ne reçoit qu'une lente application, car elle grève de dépenses considérables les budgets départementaux. Dans nombre d'établissements, elle n'est pas encore appliquée : d'où, pour les mineurs comme pour les majeurs, continuation des mêmes néfastes promiscuités.

On a tenté de remédier provisoirement par une mesure administrative à ce grave inconvénient. Le décret du 11 novembre 1885, « portant règlement du service et du régime des prisons de courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (Maisons d'arrêt, de justice et de correction) » prévoit l'isolement des jeunes détenus. Il veut que tout détenu âgé de moins de seize ans soit complètement séparé le jour et la nuit des détenus adultes; que les enfants, jugés en vertu des articles 66, 67 et 69 du Code pénal qui ne sont détenus que pour moins de six mois, et ceux qui attendent leur transfèrement dans un établissement d'éducation correctionnelle, soient toujours enfermés dans des chambres ou dans des quartiers spéciaux, soit à l'isolement individuel, soit plus de deux ensemble s'il y a impossibilité de les laisser seuls. Les mineurs de la correction paternelle doivent également être isolés.

Certes, on ne peut qu'applaudir à ces mesures. L'intention est excellente, et le règlement serait parfait s'il était toujours applicable. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Bien des prisons de province ne possèdent que deux locaux, l'un affecté aux hommes, l'autre réservé aux femmes. Parfois, il est vrai, le gardien-chef trouve le moyen d'organiser une chambrette quelconque; mais cela n'est pas toujours possible. On peut donc dire que, dans beaucoup de cas, le règlement reste lettre morte parce qu'il y a impossibilité matérielle de l'appliquer. Et l'inconvénient de la communauté de vie subsiste.

Quant aux mineurs condamnés à plus de deux années d'emprisonnement, ils forment, avec les insoumis des Colonies pénitenciaires, la population des « Colonies correctionnelles. » (La loi de 1850 parlait au pluriel; il faut dire aujourd'hui : « la Colonie correctionnelle, » car il n'y a qu'un établissement de ce genre, situé à Eysses, près de Villeneuve-sur-Lot.) Les jeunes détenus de cette catégorie devraient être, pendant les six premiers mois, emprisonnés et soumis à des travaux sédentaires, et, ensuite, admis, à titre de récompense, aux travaux agricoles. Article qui, malheureusement, est demeuré lettre morte.

Les mineurs de cette même catégorie ne peuvent être placés, ou autorisés à s'engager dans l'armée que par le Ministre de l'Intérieur, statuant sur la proposition du Directeur de la Colonie (circulaire du 24 décembre 1891).

Telles sont les diverses classes de mineurs visées par la loi de 1850. Au point de vue administratif, la même loi divise les établissements en colonies publiques et colonies privées.

Les premières sont à l'Etat, situées sur un domaine lui appartenant ou affermé par lui, administrées par des fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire.

Les colonies privées sont fondées et dirigées par des particuliers, avec l'autorisation et sous le contrôle de l'Etat. L'Administration agréee les directeurs, qui ont de ce chef les mêmes pouvoirs que ceux des colonies publiques. L'Inspection générale des Services administratifs du Ministère de l'Intérieur fait son rapport sur les Colonies privées comme sur celles de l'Etat.

Outre le contrôle exercé par ces inspections annuelles, toutes les colonies, quelles qu'elles soient, sont surveillées par le Procureur général du ressort, qui est tenu, ou plutôt, qui devrait être tenu de les visiter chaque année.

De plus, la loi de 1850 institue auprès de chaque colonie un « Conseil de surveillance » composé d'un délégué du préfet, d'un ecclésiastique, de deux délégués du Conseil général, et d'un membre du Tribunal civil. — Ajoutons d'ailleurs que, sauf à Mettray et à Bologne, ces conseils ne fonctionnent pas.

Les Colonies et Ecoles de réforme actuellement existantes sont :

- a*) COLONIES PUBLIQUES. — Aniane (Hérault).
Auberive (Haute-Marne).
Belle-Ile (Morbihan).
Les Douaires (Eure).
St-Maurice (Loir-et-Cher).
Le Val d'Yèvre (Cher).
Eysses (Lot-et-Garonne),
colonie correctionnelle.
- b*) COLONIES PRIVÉES. — Bar-sur-Aube (Aube).
Bologne (Haute-Marne).
La Loge (Cher).
Mettray (Indre-et-Loire).
St-Eloi (Haute-Vienne).
Le Luc (Gard).
Ste-Foy (Dordogne).
La Couronne (Charente).
- c*) ECOLE PUBLIQUE DE RÉFORME : St-Hilaire (Vienne).
- d*) ECOLE PRIVÉE DE RÉFORME : St-Joseph à Frasnelle-
Château (Haute-Saône).
- e*) ECOLE PRIVÉE D'ARRIÉRÉS : Les Vermireaux (Yonne).
-

CHAPITRE II

VISITE D'UNE COLONIE PÉNITENTIAIRE LES DOUAIRES (EURE)

Deux raisons m'ont poussé à visiter la colonie pénitentiaire publique des Douaires. D'abord, sa population est numériquement supérieure à celle de tous les autres établissements du même genre. C'est donc là qu'on peut le mieux étudier l'économie et le fonctionnement de la colonie. Ensuite, les Douaires sont complétés par une institution excellente et qui mérite d'être imitée : le refuge de la ferme de Launay.

La colonie des Douaires, située sur un plateau qui domine la petite ville de Gaillon, occupe une superficie d'environ 283 hectares, appartenant à l'Etat. Elle loue, en outre, un peu plus de 11 hectares à des particuliers. L'établissement, tel qu'il existe aujourd'hui, date de 1868. Mais il fonctionnait depuis plus de vingt ans sur des terres d'une étendue plus restreinte. Il était administré à cette époque par le directeur de la Maison centrale de Gaillon, assisté, dans cette partie spéciale de son service, par un instituteur régisseur.

On pénètre aux Douaires par une belle avenue, bor-

dée de cottages où sont organisés les logements du personnel administratif. A l'extrémité de l'avenue se trouve la chapelle.

En quittant l'avenue, on voit à sa droite les bureaux, les réfectoires, les locaux affectés aux surveillants, et la cuisine, qui forment un premier corps de bâtiment. Une autre bâtisse, parallèle à la première, renferme les écoles, lingerie, boulangeries et magasins d'économat. Le premier étage de ces deux vastes immeubles est occupé par de grands dortoirs cellulaires, clairs et bien aérés.

Toujours vers la droite, mais en s'éloignant davantage de l'avenue, on arrive à l'infirmerie, qui est isolée de tous les autres bâtiments. Cette infirmerie, avec ses chambres inondées de lumière, sa pharmacie, sa cuisine, sa salle de bains, est charmante de belle tenue. Un vaste local y est affecté aux enfants qui, sans être malades, sont fatigués. On a construit aussi une salle d'opérations. Bref, rien n'y a été négligé. Tout au plus pourrait-on souhaiter que la porcherie n'en fût pas aussi voisine.

Regagnons l'avenue et parcourons maintenant la partie de l'établissement qui s'étend à sa gauche.

Tout d'abord, contre la chapelle, voici le quartier cellulaire. Bâtiment indispensable, car, parmi les enfants envoyés en correction, il y a toujours des irréductibles. Et, puisque nous étudions en particulier les Douaires, disons tout de suite que, cet établissement ne devant plus recevoir à l'avenir que des mineurs de seize à dix-

huit ans, le nombre des cellules va être prochainement augmenté : il y en aura trente-six, au lieu de dix-sept.

Nous trouvons ensuite deux grands bâtiments parallèles. Dans l'un, au rez-de-chaussée, les ateliers des menuisiers, charrons, forgerons, cordonniers ; la salle de musique, et un curieux musée, où sont réunis des objets fabriqués dans diverses colonies. Au premier étage, des dortoirs et des parloirs. L'autre bâtiment comprend : au rez-de-chaussée, les vacheries, écuries, selleries ; au-dessus, les greniers à grains et à fourrages. Une laiterie occupe un sous-sol.

Ajoutons à cela quelques hangars, des cours de récréations avec agrès de gymnastique et préaux couverts, et nous aurons visité l'établissement.

Population. — Le 10 novembre 1906, la colonie abritait 287 enfants, parmi lesquels un seul était condamné. Cent étaient âgés de seize à dix-huit ans.

Personnel. — Le personnel comprend : un directeur, un instituteur-chef, un économe, un régisseur des cultures, quatre instituteurs, dont l'un fait fonctions de comptable, un teneur de livres, un surveillant-chef, deux premiers surveillants, trente-neuf surveillants ordinaires. Il faut y ajouter des infirmières, des lingères et des contremaitres.

Travail. — L'enseignement distribué aux enfants est conforme à la loi de 1850 : il est moral, religieux et professionnel.

Avant d'entrer dans le détail de l'enseignement, donnons une idée de l'emploi du temps. Les enfants se

lèvent en toute saison à cinq heures. Ils se couchent, en été, à 7 heures $3/4$, en hiver, à 7 heures $1/2$. Ils consacrent :

aux soins de propreté :	1/2 heure;
aux repas, récréations, exercices	
physiques.	3 heures en hiver, 4 heures en été;
au travail manuel	7 heures en hiver, 9 heures en été;
à l'école	3 heures en hiver, 1 heure en été;
au sommeil.	9 h. $1/2$ en hiver, 9 h. $1/4$ en été.

Enseignement moral et religieux. — La colonie des Douaires n'a comme pupilles que des enfants appartenant au culte catholique. Ce service est donc assuré, comme celui du culte, par le vicaire de Gaillon. Une messe est célébrée chaque dimanche ou jour de fête. Elle est suivie d'une instruction. Trois fois par semaine, le catéchisme est enseigné aux enfants n'ayant pas encore fait leur première communion.

Enseignement primaire. — Il est donné par les instituteurs de l'établissement, et conforme aux programmes officiels. Si l'on veut avoir une idée des résultats obtenus, on constate que pendant les cinq dernières années, il est entré aux Douaires *deux cent seize* illettrés, et qu'il en est sorti *soixante-dix-sept*. Durant le même laps de temps, *soixante-treize* enfants ont subi

avec succès l'examen du certificat d'études. Enfin, de loin en loin, l'un des élèves arrive au brevet élémentaire.

Une bibliothèque de cinq cents volumes environ est à la disposition des pupilles.

A l'enseignement primaire, il faut rattacher l'enseignement musical. Il est donné par un instituteur spécial, assisté d'un surveillant. Les Douaires possèdent une harmonie, organisée sur le modèle des musiques régimentaires, et un groupe de tambours et clairons. Outre que cette branche de leur instruction procure aux élèves une saine distraction, elle est une véritable ressource pour ceux qui contractent un engagement militaire. Plusieurs ont été et sont encore sergents fanfaristes et même sous-chefs de musique dans divers corps de troupes.

Enseignement professionnel. — Cette partie de l'instruction est de tous points conforme au vœu de la loi de 1850. Les pupilles sont employés aux travaux agricoles. Ils apprennent aussi quelques métiers se rapportant à l'agriculture.

La superficie des terres en exploitation dépasse 175 hectares. Le cheptel se compose de vingt-cinq chevaux, d'une soixantaine de bêtes à cornes, et d'un grand nombre de moutons, de porcs et d'animaux de basse-cour. En 1902, le rendement atteignait presque 98.000 francs.

Dans la visite de cette vaste ferme, dont la tenue et l'organisation sont en général parfaites, j'avoue que

deux choses m'ont causé pourtant quelque déception. Tout d'abord, la laiterie ne m'a pas paru montée sur un assez grand pied ; et cela n'est pas sans intérêt, si l'on songe que les enfants sont destinés, pour la plupart, à être placés chez des cultivateurs de la région. Or, dans cette contrée agricole, le laitage est un des gros revenus des campagnes. Les Douaires devraient donc, à mon sens, posséder une beurrerie et une fromagerie modèles.

Ensuite, j'ai été frappé du petit nombre des machines agricoles. J'en ai fait la remarque, et il m'a été répondu que, la culture ne manquant pas de bras à la colonie, les faucheuses, moissonneuses, etc. n'y étaient pas nécessaires. Cela est fort bien tant que le pupille reste aux Douaires. Mais nous sommes dans l'établissement qui pratique avec le plus de zèle et de succès le placement chez les particuliers. Or, dans les fermes, on a, depuis bien longtemps, remplacé en partie la main-d'œuvre, lente et coûteuse, par des machines, opérant rapidement et économisant les frais de personnel. Ces machines, bien que leur aspect soit souvent grossier, ont des organes compliqués ; ce sont de véritables pièces de mécanique, dont les rouages délicats exigent un réglage d'une grande précision. Un manœuvre peut savoir faucher un champ et lier une gerbe : il ne saura pas conduire une moissonneuse-lieuse. Il me semble donc qu'il serait intéressant d'habituer les enfants à mener ces machines. Ce serait un complément utile, voire même indispensable à notre époque, de leur

instruction agricole, et certainement le placement y gagnerait encore.

Quoi qu'il en soit, et malgré ces petites réserves, bien des propriétaires ruraux verraient avec joie leur exploitation dans le même état que celle des Douaires.

L'enseignement professionnel comprend en outre l'apprentissage de certains métiers. On trouve à la colonie des boulangers, des cordonniers, des charpentiers, des charrons, des menuisiers, forgerons, maréchaux-ferrants, et des maçons. On peut voir, d'après cette énumération, que les « professions se rattachant à l'agriculture, » dont parle la loi de 1850, ont été un peu étendues. Loin de nous, d'ailleurs, la pensée d'en faire un reproche à l'Administration Pénitentiaire : ce qu'elle cherche avant tout pour les enfants confiés à ses soins, c'est le gagne-pain : elle a raison, et elle est dans son rôle.

Les ateliers fabriquent peu d'objets, mais, en revanche, ils en réparent beaucoup. Et l'on ne peut encore que louer ce système : les enfants doivent être placés surtout à la campagne, et là, plus qu'ailleurs, les gens qui savent tirer parti de tout sont appréciés. Celui qui sait réparer une barrière ou rebattre un soc de charrue est le bienvenu dans une ferme. Apprendre aux pupilles l'art de remettre en état telle ou telle partie du matériel, c'est donc favoriser leur placement.

Régime. — Nous groupons sous ce titre l'alimentation, le vestiaire et l'hygiène.

Alimentation. — Les pupilles font trois repas par jour, sans compter la collation.

Le repas du matin (5 h. 1/2) se compose d'une soupe aux légumes et de 250 grammes environ de pain. Le déjeuner de 11 heures comprend une soupe et un plat; le dîner, qui a lieu à 7 heures, un plat. Les légumes sont le fond de la nourriture. Le jeudi et le dimanche, il est donné une soupe grasse au repas de 11 heures; les mardis et jeudis, le dîner comporte une ration de viande de porc, et, le dimanche, une ration de viande de bœuf. Les jeudis et dimanches, il y est fait en outre une distribution de cidre. Le goûter consiste en 250 grammes environ de pain.

Sauf à ce dernier repas et au premier déjeuner, le pain est donné à discrétion. Fabriqué à la colonie, il est de pur froment; mais, comme le blutage n'en est pas absolu, il reste dans la farine une certaine quantité de son, qui donne à la mie une teinte un peu jaune, et la fait ressembler à celle du « pain complet. » L'apparence est d'ailleurs des plus engageantes. — La boulangerie de l'établissement produit aussi le pain ordinaire destiné au personnel administratif et aux surveillants.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que du régime général des semaines ordinaires. Il faut mentionner encore que, durant les grands travaux agricoles, le menu de chaque jour comprend un repas de viande, avec vin et cidre. En outre, pendant les chaleurs, une boisson rafraîchissante est distribuée aux enfants tant qu'ils en demandent.

Les jours de grandes fêtes, toute la population reçoit un ragoût, du vin et du café. Le ragoût se compose de viande de porc ou de mouton avec haricots ou pommes de terre. Le vin est donné à raison de 20 centilitres par tête.

Disons aussi que les pupilles qui, comme les boulangers, sont employés à un travail particulièrement fatigant, jouissent d'un petit supplément d'ordinaire.

Les bons points donnent droit également à une amélioration de nourriture. -

Quant au régime des malades, il varie, cela va sans dire, suivant les cas, et selon les prescriptions du médecin.

Vestiaire. — Le dimanche, les pupilles portent le pantalon, la vareuse et le béret bleus, le ceinturon et les brodequins. En semaine, ils sont, sauf la coiffure, qui est le béret, semblables à des soldats en tenue de corvée : bourgeron et pantalon de coutil, et jambières. Les pupilles placés chez des particuliers reçoivent un trousseau complet.

Hygiène. — La plus rigoureuse propreté est imposée aux enfants, tant pour les soins du corps que pour la tenue des locaux. Il est donné par semaine une douche chaude en hiver, et deux douches froides en été.

On peut assurer que ce régime réussit pleinement. Si nous prenons la statistique des cinq dernières années, nous y relevons le chiffre de neuf décès, pour une population moyenne de 307 enfants, qui, tous,

sont à l'âge de la croissance. Bien souvent, le médecin, qui vient aux Douaires trois fois par semaine, trouve l'infirmerie à peu près vide. Le jour où j'ai visité l'établissement, il y avait un malade alité. Trois pupilles, installés dans la salle de repos, lisaient des ouvrages empruntés à la bibliothèque : c'étaient de simples « fatigués. »

La situation aérée de la colonie, la vie simple qu'on y mène, opèrent sur la santé des enfants de véritables prodiges. Cela se conçoit aisément : les deux tiers des élèves arrivent des villes ; habitués la plupart du temps aux mansardes des quartiers populeux, ils ignorent la forte et saine existence des campagnes. Ils commencent à respirer en arrivant aux Douaires, ils s'y développent, et le grand air y fait pour leur corps ce que l'éducation et la discipline y font pour leur esprit (1).

Qu'il me soit permis, en terminant ce chapitre, d'exprimer toute ma reconnaissance à M. le Directeur de l'Administration Pénitentiaire, et à M. le Directeur de la Colonie agricole des Douaires. Ils m'ont ouvert les portes toutes grandes, et, grâce à eux, j'ai pu connaître l'un des plus beaux parmi les établissements où s'élabore cette grande œuvre de l'éducation régénératrice.

(1) C'est à dessein que nous ne traitons pas ici la question de la discipline dans les colonies. Cette importante matière sera étudiée plus loin, car elle intéresse non seulement les Douaires, mais toutes les maisons de jeunes détenus. Cf. *infra*, ch. v, § 1.

CHAPITRE III

QUELQUES AUTRES ÉTABLISSEMENTS

METTRAY, BELLE-ILE, ANIANE

Nous n'avons pas le dessein de passer en revue tous les établissements affectés aux mineurs. D'abord, c'est un travail que l'on a fait souvent déjà, et que l'on refait assez généralement à l'occasion des Congrès Pénitentiaires et des Expositions Universelles. Ensuite, la plupart des colonies sont des écoles d'agriculture pratique, doublées d'écoles primaires et professionnelles : en avoir étudié une, c'est donc avoir donné une idée des autres ; seuls, les renseignements statistiques diffèrent, et nous ne voulons pas faire ici une monographie.

Cependant, parmi les colonies, il en est dont l'organisation diffère de celle des Douaires, et sur lesquelles nous devons dire quelques mots, sous peine d'être incomplet.

Mettray. — Parlons d'abord de Mettray, la plus florissante des colonies privées. Ce qui la rend particulièrement intéressante, c'est son organisation toute familiale. Ce système se comprend d'ailleurs facilement. Outre les mineurs jugés, Mettray reçoit des enfants

envoyés en correction paternelle. De plus, un quartier spécial, appelé « Maison paternelle, » est un collège, destiné aux enfants d'une famille aisée, mais d'un caractère trop difficile pour supporter l'éducation libre. Les élèves de cette dernière catégorie reçoivent l'enseignement secondaire conforme aux programmes universitaires, et préparent leur baccalauréat. Ils sont entièrement séparés des mineurs jugés et des mineurs de la correction paternelle, lesquels sont confondus.

A Mettray, les élèves sont répartis en groupes qui prennent le nom de « familles; » les surveillants deviennent des « chefs de famille; » les meilleurs élèves ont le titre de « frères aînés. » Nous doutons d'ailleurs que cette phraséologie sentimentale remplace pour l'enfant la famille véritable; mais, comme Mettray est la seule colonie qui ait cru devoir se calquer sur le foyer paternel, il est bon de signaler le système. Les mots employés ne nuisent à personne, et, quant à l'esprit de l'établissement, il est parfait et donne les plus excellents résultats.

Belle-Ile. — Belle-Ile-en-Mer est l'une des plus curieuses parmi nos colonies publiques. Elle est destinée à fournir à la marine de jeunes matelots ayant déjà une bonne instruction professionnelle. Du moins est-ce sur ce point qu'elle se distingue des autres colonies pénitentiaires; car, pour le reste de l'éducation, il est donné suivant les mêmes méthodes que dans les autres établissements. Belle-Ile possède, en effet, des écoles, et une exploitation agricole considé-

rable, permettant le placement facile à la campagne des pupilles qui n'ont pas appartenu à la section maritime.

Cette section maritime est placée sous le commandement d'un officier de la marine marchande ayant le grade de capitaine au long cours. Il est secondé par un capitaine de cabotage, par quatre surveillants, tous anciens matelots brevetés, et par un surveillant contre-maître cordier.

La section comprend un matériel complet d'instruction nautique, et des ateliers.

Le matériel se compose : 1° d'un navire fixe, construit à terre et servant aux exercices que dirige le capitaine de cabotage; 2° de cinq embarcations, tant à voiles qu'à rames, employées pour les exercices en mer et la pêche en rade; 3° d'un nombre suffisant d'engins de pêche.

En outre, depuis 1895, Belle-Ile dispose d'un yacht, bâtiment sérieux, jaugeant plus de vingt-cinq tonneaux, grâce auquel les pupilles peuvent étudier la manœuvre des vrais navires. Le capitaine au long cours commande lui-même à bord. Les pupilles se relaient à la barre. Quand leur degré d'instruction le permet, le commandant les exerce à faire le point, et les initie aux principes scientifiques que l'on doit connaître pour conduire un vaisseau. Les sorties durent environ huit jours.

Les pupilles embarqués sont considérés comme inscrits maritimes. Ils ont ainsi la certitude de faire leur service militaire dans la flotte, où, grâce aux enseignements qu'ils ont reçus, ils peuvent se frayer un chemin

honorable. De plus, s'ils le désirent, ils trouvent facilement des embarquements dans la marine marchande, soit sur des navires au long cours, soit même sur des paquebots appartenant aux grandes compagnies de navigation.

Durant les cinq dernières années, 92 pupilles ont reçu l'instruction maritime; 60 se sont engagés dans la marine militaire, et 29 sont entrés dans la marine marchande. Dans l'armée de mer, la plupart des jeunes gens sortant de Belle-Ile sont versés dans les deux spécialités des gabiers et des fusiliers.

Aniane. — La colonie d'Aniane, située dans l'Hérault, est un établissement mixte, comme Belle-Ile. Outre l'enseignement primaire et agricole, Aniane comprend une section industrielle. Les classes et la ferme y fonctionnent comme dans les autres colonies. Nous n'avons donc à nous occuper que du travail industriel.

Les ateliers forment des mécaniciens, des chaudronniers, des charrons, des charpentiers, des menuisiers. Les enfants choisissent eux-mêmes en arrivant le métier qu'ils désirent apprendre.

Le travail s'exécute sous la direction de surveillants-contremaîtres et de contremaîtres libres, ayant les uns et les autres une compétence professionnelle indiscutable : plusieurs d'entre eux sont même diplômés des Ecoles d'Arts et Métiers. Les chefs d'ateliers ne doivent jamais perdre de vue ce principe que l'ouvrier, surtout quand c'est un enfant, travaille d'autant mieux qu'il comprend mieux l'utilité de son ouvrage. Aussi

se fait-on un devoir à Aniane d'éviter la fabrication des objets inutiles. On donne aux apprentis des pièces dont ils comprennent l'emploi, et dont, très souvent, on tire un parti immédiat devant eux. En outre, toujours dans le but de développer leur goût pour leur métier, on évite soigneusement de les faire travailler à la tâche. On leur demande avant tout l'exécution aussi parfaite que possible des objets qu'ils doivent livrer, sans se préoccuper du temps qu'ils emploient.

Il va sans dire que la paresse et la mauvaise volonté sont punies, de même que les malfaçons volontaires. Pour les malfaçons involontaires, jamais les pupilles ne sont inquiétés.

Les objets fabriqués dans les ateliers d'Aniane et non employés dans la colonie même sont cédés aux autres établissements pour des prix inférieurs à ceux du commerce.

Afin de compléter l'éducation de ceux des pupilles qui montrent le plus d'intelligence, il est fait des cours de géométrie, de physique, de chimie, de mécanique appliquée et de dessin. Grâce à cet enseignement complémentaire, un grand nombre d'apprentis deviennent des ouvriers habiles et sont aisément placés. Parmi les mécaniciens et les chaudronniers, beaucoup trouvent dans la marine militaire et dans les ateliers de l'artillerie des débouchés avantageux : c'est ainsi que, en 1899, vingt-huit d'entre eux ont été admis à s'engager dans ces deux corps.

CHAPITRE IV

ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX

LES ÉCOLES DE RÉFORME. LA COLONIE CORRECTIONNELLE

I

LES ÉCOLES DE RÉFORME

Les Ecoles de réforme sont des établissements pénitentiaires destinés à recevoir les jeunes délinquants âgés de moins de *douze* ans. Loin des dangereuses promiscuités dont on ne peut, dans les colonies ordinaires, éviter tous les périls, les enfants y sont élevés sous une discipline plus douce. Leur éducation est dirigée en partie par des femmes, institutrices ou surveillantes.

Il existe en France deux établissements de ce genre ; l'un appartient à l'Etat et est installé dans l'ancienne colonie de Saint-Hilaire (Vienne). L'autre, fondé par une communauté, est une maison libre, du nom de Saint-Joseph, située à Frasn-le-Château (Haute-Saône).

Ce dernier établissement compte environ 350 élèves,

répartis en trois sections : les petits, les moyens et les grands. La plupart des emplois y sont tenus par des religieuses. Les enfants reçoivent l'enseignement primaire; plusieurs d'entre eux obtiennent chaque année leur certificat d'études. L'enseignement professionnel comprend l'agriculture, la boulangerie, la menuiserie et la saboterie.

Vers 1890, l'Administration pénitentiaire, constatant l'excellence des résultats obtenus par cette institution, désira posséder une maison similaire. On choisit pour fonder cet établissement la colonie de Saint-Hilaire. Nulle maison ne pouvait mieux convenir au but poursuivi. En effet, la séparation des divers âges est une condition absolument indispensable de l'éducation, surtout quand on s'adresse à des enfants le plus souvent suspects au double point de vue de la morale et de la discipline. Or, Saint-Hilaire se compose de trois fermes distinctes : Chanteloup, Bellevue et Boulevard. L'endroit était donc tout désigné comme terrain d'expériences.

C'est au début de 1891 que Chanteloup fut exclusivement réservé aux enfants âgés de moins de douze ans, qu'on isola soigneusement des pupilles des autres fermes restées encore colonie ordinaire. Un instituteur et quelques femmes ou filles d'employés composèrent le personnel de cette nouvelle section. Les résultats furent satisfaisants : aussi l'Administration résolut-elle de transformer toute la colonie en école de réforme. Ce projet fut accepté par les Chambres en 1894, lors du vote

du budget. Bellevue et Boulard s'ajoutèrent à Chanteloup, et l'établissement devint ce qu'il est aujourd'hui.

Les enfants arrivant à Saint-Hilaire commencent par séjourner à la ferme de Chanteloup. Ils y demeurent jusqu'à l'âge de douze ans, instruits et surveillés par un personnel féminin d'institutrices et de surveillantes, ces dernières choisies parmi des veuves de gardiens ayant des enfants, et capables d'appliquer aux pupilles qui leur sont confiés des moyens presque maternels d'éducation. Le rôle du personnel de Chanteloup consiste surtout à donner aux enfants l'éducation première, à les civiliser; et il paraît que la tâche n'est pas toujours facile. On les habitue, en outre, par le jardinage et la culture maraîchère à l'apprentissage des travaux de la campagne.

Quand ils ont dépassé la douzième année, les enfants sont transférés à la ferme de Bellevue. Là, les heures de classes sont moins nombreuses, le travail manuel occupe la plus grande partie des horaires. Les surveillants hommes remplacent les femmes. N'est-ce pas un peu prématuré? et la discipline ne gagnerait-elle pas, si les pupilles recevaient un peu plus longtemps l'éducation maternelle?

La ferme de Boulard, siège des divers services de la colonie, s'ouvre aux jeunes garçons d'une quinzaine d'années venant de Bellevue. Ici se trouve la véritable école professionnelle. Les enfants en sortent agriculteurs, boulangers, menuisiers, charrons, cordonniers, forgerons ou maçons.

Quelques notes statistiques compléteront utilement, croyons-nous, ce résumé. Pendant les cinq dernières années, Saint-Hilaire a placé 429 pupilles chez des particuliers; 211 enfants sont arrivés à l'école complètement illettrés; sur ce nombre, 205 en sont sortis instruits; 78 élèves ont obtenu leur certificat d'études. Voilà pour l'enseignement professionnel et pour l'enseignement primaire. Dire que, durant le même laps de temps, 3 élèves seulement ont dû être transférés à Eysses (quand l'effectif de la population est en moyenne de 422 pensionnaires) c'est dire qu'on peut se dispenser de faire l'éloge des méthodes disciplinaires employées à l'Ecole de réforme.

II

LA COLONIE CORRECTIONNELLE

La seule colonie correctionnelle que nous possédions en France est installée à Eysses, dans le département de Lot-et-Garonne. Bien que l'organisation en fût expressément ordonnée par l'article 10 de la loi de 1850, on attendit sa fondation pendant quarante-cinq ans. Jusqu'en 1895, époque à laquelle la désaffectation de la Maison centrale d'Eysses mit enfin un établissement à la disposition de l'Administration Pénitentiaire, les mineurs condamnés à plus de deux années d'emprisonnement et les insoumis des colonies ordinaires

étaient internés dans cinq quartiers correctionnels, à Rouen, Nantes, Lyon, Dijon et Besançon.

Ainsi que le fait très justement remarquer M. Albert Rivière, dans le chapitre du *Code de l'enfance traduite en justice* rédigé par lui, la loi est une fois de plus violée. En 1850, on avait décidé la création de *plusieurs* colonies correctionnelles : et une seule a vu le jour. Or les faits sont là pour attester l'imprudence de cette mesure : les colons d'Eysses se sont transformés plus d'une fois en insurgés, et ont fait des victimes parmi leurs surveillants. Avec une telle population, le système de la division s'impose absolument.

Si l'on recule devant les frais, assurément considérables, qu'entraînerait la fondation d'un certain nombre de maisons de ce genre, du moins, qu'on donne suite à un projet, conçu en 1900, qui consistait à séparer les condamnés des insubordonnés.

Et, si même on veut laisser les choses en l'état, quant au système de l'établissement unique, il y a une réforme urgente à faire. Nous 'avons dit, en étudiant sommairement la loi de 1850, que l'article 11, exigeant un emprisonnement de six mois à l'arrivée, n'était pas appliqué. Cela tient sans doute à ce que l'article 4, prévoyant un emprisonnement de trois mois des enfants arrivant dans les colonies ordinaires, n'avait jamais reçu d'exécution. Or l'assimilation est impossible entre les deux catégories de pupilles. Que l'on ne mette pas en cellule pour les premiers mois

des acquittés ou des condamnés à de courtes peines, nous le comprenons, bien que ce soit contraire à la loi. La plupart d'entre eux viennent, en effet, à la colonie pour y être élevés et instruits, et non pour y subir une peine. Ce serait peut-être compromettre cette éducation que de traiter les enfants en prisonniers. Mais pour les colons d'Eysses, il en va tout autrement. Toutes les personnes qui ont fréquenté les audiences des tribunaux répressifs savent que, pour les mineurs traduits en justice, l'acquittement est la solution la plus fréquente. En tout cas, les condamnations à plus de deux années d'emprisonnement sont la grande exception. On ne les applique qu'à des individus particulièrement dangereux. D'autre part, les insubordonnés des colonies ordinaires sont toujours de la pire espèce : c'est leur mauvaise conduite persistante qui amène leur envoi à la colonie correctionnelle. Voilà donc deux catégories d'individus absolument redoutables ; un emprisonnement cellulaire de six mois à Eysses les dompterait peut-être, et peut-être l'espoir de participer aux travaux de plein air les ferait-il réfléchir et s'amender. Telle était l'idée du législateur. Et qu'est-ce, aujourd'hui, que l'envoi à Eysses ? A peu près un simple transfèrement. Cela est regrettable.

Tout en constatant combien l'état de choses actuel est défectueux, il faut reconnaître que l'Administration Pénitentiaire (beaucoup moins coupable en général que le budget) a tiré de l'établissement le meilleur parti possible.

Une division est consacrée spécialement aux relégués (1) et aux sujets irréductibles.

Au point de vue de l'enseignement et des travaux manuels, les mêmes règles qui régissent les colonies ordinaires sont suivies à Eysses. La nourriture est également identique. Seule, la discipline est plus rigoureuse : la colonie possède une centaine de cellules, plus des cachots.

Ajoutons que seul le Ministre de l'intérieur peut, sur l'avis du Conseil de surveillance et sur celui du préfet, envoyer à Eysses un insubordonné d'une autre colonie (Règlement de 1899, art. 107). Rappelons que le Ministre seul peut aussi autoriser les pupilles de la colonie correctionnelle à contracter un engagement militaire.

(1) Il s'agit ici des mineurs de vingt et un ans. La loi du 27 mai 1885 déclare en effet que « la relégation n'est pas applicable aux individus qui seront âgés de moins de vingt et un ans à l'expiration de leur peine. » (Art. 6.) — L'article 8 de la même loi déclare que ces individus seront, après l'expiration de leur peine, retenus dans une maison de correction jusqu'à leur majorité.

Voici le résultat pratique de ces deux articles. Un jeune homme de vingt ans et demi a déjà subi trois condamnations antérieures à plus de trois mois d'emprisonnement pour faits prévus par la loi de 1885. Il en encourt une quatrième de même durée et pour faits de la même catégorie. Supposons que cette dernière peine soit de quatre mois. A vingt ans et dix mois, au lieu d'être relégué, il sera interné dans la colonie correctionnelle pour deux mois, puis ensuite remis en liberté.

N'est-ce pas montrer une bien grande clémence envers des gens que leur passé déplorable appelle probablement à un triste avenir ?

CHAPITRE V

QUESTIONS QUI SE POSENT A PROPOS DES COLONIES

SECTION I

Le régime. La discipline (école ou prison ?)

L'un des auteurs qui ont collaboré au *Code de l'enfance traduite en justice* fait remarquer qu'aux audiences correctionnelles, l'avocat qui réclame un envoi à la colonie pénitentiaire soulève toujours la réprobation du public : singulier défenseur, dit-on, il demande la « condamnation » de son client ! J'ai moi-même été plus d'une fois témoin du fait, et j'ai déploré cette erreur grossière du public. Aussi, je crois qu'il est du devoir de tous ceux qui étudient les questions de jeunes détenus de chercher à remonter ce détestable courant d'opinion. Et c'est pourquoi j'écris en tête de cette division le sous-titre : « Ecole ou prison ? »

Pour quiconque a vu une colonie, la réponse n'est pas douteuse : c'est une école ; ou plutôt, c'est l'ensemble de deux écoles, l'une primaire, l'autre profession-

nellé. Nous l'affirmons, et nous attendons les objections. Elles ne manqueront pas de nous être faites.

On nous parlera d'abord de la méthode d'enseignement qui consiste à faire quitter aux enfants la classe pour les durs travaux des champs ou de l'atelier, et le travail manuel pour revenir à la classe. Ce système, dira-t-on, n'a rien de scolaire. — La réponse est facile. Si le système n'est pas scolaire, il n'est pas davantage pénitenciaire. Mais il nous paraît bon : l'enfant profitera d'autant mieux des deux genres de travaux qu'il les constatera plus différents. Et, d'ailleurs, telle qu'elle est organisée, la colonie ressemble fort à l'école en plein air, que réclament tant de familles : le rêve de bien des Français n'est-il donc pas de faire élever leur fils au milieu des champs, dans des établissements où les cours aient lieu entre deux parties de tennis ou de foot-ball ? Combien de personnes, pour trouver de semblables collèges, n'hésitent pas à envoyer leurs enfants, durant plusieurs années, en Suisse ou en Angleterre ! — Or, remplacez les jeux de plein air par les travaux de plein air et les études secondaires par l'enseignement primaire, vous aurez la colonie.

Autre objection, tirée du régime alimentaire : de la viande à trois repas seulement par semaine ! le vin et même le cidre, rares et mesurés ! Osez donc dire encore que les pupilles de l'Administration Pénitentiaire ne sont pas traités en prisonniers ! — Eh bien ! dussions-nous révolter les personnes sensibles, nous aurons l'audace de défendre ce régime. Voici notre

réponse : Rendez-vous compte que tout le monde en France n'a pas un plat de viande à chacun de ses repas. Dans l'énorme majorité des ménages, la poule-au-pot du dimanche n'existe pas plus aujourd'hui que sous le bon roi Henri, et je sais bien des familles qui ne vont pas trois fois par semaine chez le boucher. Songez que les enfants envoyés dans les colonies appartiennent le plus souvent à ces milieux-là, et dites-vous que, pour beaucoup d'entre eux, le régime qui vous semble maigre et frugal est plantureux, quand ils le comparent à l'ordinaire paternel. Et songez enfin que, parmi ces malheureux, un grand nombre n'a pas même connu la petite pitance des ménages d'ouvriers ; qu'il s'en trouve beaucoup, qui ont été ramassés sur un banc du boulevard, pauvres vagabonds, dont la nourriture habituelle se composait de croûtes ramassées dans les poubelles, et la boisson, de l'eau d'une fontaine publique. Dites-vous tout cela, et ne nous parlez plus d'un carême perpétuel !

On reprochera aussi à la colonie le dortoir cellulaire. La cellule, dira-t-on, n'est point faite pour des écoliers, mais bien pour des prisonniers. — Autre erreur, pouvons-nous répondre. Remarquez d'abord que les enfants sont enfermés dans une cellule munie d'une porte à claire-voie, donc permettant une certaine communication avec le dehors. Remarquez ensuite que l'isolement est appliqué seulement la nuit, et qu'il n'a par suite rien de cruel, les pupilles étant d'un âge où l'on dort bien. — Enfin, le dortoir cellulaire nous semble une

idée non seulement heureuse, mais d'une utilité incontestable dans les colonies : nous sommes dans une école, c'est entendu, mais dans une école de dévoyés, de vicieux, ou, tout au moins, de suspects. Il faut s'attendre à tout : rixes entre camarades, vols, rébellions, actes d'immoralité, toutes choses qui dans un dortoir libre peuvent être difficiles à empêcher ou à faire cesser, quels que soient d'ailleurs la conscience des surveillants et le zèle des veilleurs de nuit. Le dortoir cellulaire ne doit donc pas être incriminé, bien au contraire.

La discipline elle-même fournira enfin des arguments précieux à ceux qui traitent la colonie de prison. Ils ne manqueront pas de s'indigner contre le nombre exagéré des punitions autorisées par le règlement du 15 juillet 1899, modifiant celui du 10 avril 1869 : lit de camp, pain sec, peloton de discipline, cellule, tel serait, à les entendre, le châtiment des moindres fautes. Or ce sont là des peines infligées pour faits réellement graves. Les manquements légers sont punis des mauvais points, du piquet, etc. : moyens disciplinaires bien anodins, et qui sont usités dans tous les établissements d'éducation. Et d'ailleurs, si nos adversaires invoquent la liste des punitions, nous pouvons bien invoquer celle des récompenses. Cette dernière est bien remplie et contrebalance l'autre (1).

(1) Règlement de 1899, art. 90 et 100.

Art. 90. — Les récompenses autorisées sont les suivantes : l'inscription au tableau d'honneur; la table d'honneur, les repas offerts à certains

Nous le reconnaissons, du reste : la discipline est dure. Mais il faut bien songer que, parmi ces irresponsables qui n'ont pas compris la portée de leur acte, ou parmi ces responsables condamnés à des peines légères, il se trouve des enfants doués d'instincts absolument vicieux, des êtres rebelles à l'éducation par la douceur, et qu'on ne peut maintenir dans un chemin à peu près droit qu'en leur faisant entrevoir la punition à côté de la faute.

Il importe donc que la liste des punitions autorisées soit très riche : on en sera quitte pour ne s'en servir

groupes; le supplément de vivres; les bons points; les grades, galons, insignes divers; les emplois de confiance; les promenades spéciales; l'éloge en particulier ou en public; les prix en argent ou en nature; l'allocation de livrets de caisse d'épargne; la distribution de jouets ou de menus objets; l'admission dans un quartier spécial dit de récompense; le placement chez un particulier; l'engagement dans les armées de terre et de mer; la remise aux familles. Il ne peut être fait usage d'autres récompenses que celles énumérées au présent article sans autorisation spéciale du Ministre.

Art. 100. — Les seules punitions autorisées sont : la privation des récompenses générales et l'annulation des récompenses individuelles (radiation du tableau d'honneur, perte des galons, des emplois de confiance, etc.); la privation de récréation; la privation de visite (seulement dans des cas très exceptionnels); le piquet pendant la récréation; la marche en rang pendant la récréation; les corvées; les mauvais points; la réprimande; l'isolement pendant le repas; le lit de camp; le pain sec; le pain sec de rigueur; le peloton de discipline; la cellule de punition; l'envoi à la colonie correctionnelle. L'usage des menottes est interdit à titre de punition. Il ne peut en être fait emploi que dans les cas déterminés par l'art. 614 du Code d'instruction criminelle.

Le cas d'évasion peut entraîner la perte partielle ou totale des gratifications. Dans ce cas, il est statué par le Ministre sur la proposition du Directeur et après avis du Préfet. La réparation du dommage matériel peut être imputée sur l'avoir du pupille.

qu'avec une prudence extrême. Le Directeur seul a le droit de punir; s'il délègue aux instituteurs quelques pouvoirs disciplinaires, il conserve un contrôle absolu. En tous cas, pour les fautes sérieuses, lui seul est juge du châtement encouru. On va même plus loin : il ne peut faire mettre un pupille en cellule sans en informer immédiatement le préfet et le ministre de l'Intérieur.

Rendons d'ailleurs aux directeurs des colonies cette justice qu'ils ne cherchent jamais à punir, et qu'ils ne le font qu'à la dernière extrémité. Certains d'entre eux sont même si peu partisans des châtements qu'ils ont institué dans leurs établissements les punitions « avec sursis. » Ce système donne, paraît-il, les meilleurs résultats.

Une excellente mesure en matière de discipline est la suppression, dans les colonies, de la cérémonie appelée « prétoire. » Le prétoire consiste dans l'admonestation et la punition, en présence d'agents du service de surveillance, des prisonniers qui se sont rendus coupables d'un manquement à la règle. J'ignore si, dans les prisons, un tel système a de bons effets; chez des enfants, il est déplorable. Il existe chez les pensionnaires des colonies un orgueil du mal, qui les pousse fatalement, s'ils avouent leur faute, à s'en glorifier. Leurs camarades admirent leur fière attitude, et se promettent, si l'occasion s'en présente, d'agir de même. — L'autre système est infiniment préférable : l'enfant est interrogé seul : il n'a que son directeur en face de

lui. Et, souvent, de ce tête-à-tête, sortent l'aveu et le repentir.

Puisque nous approfondissons cette question de la discipline, signalons qu'il est en cette matière un problème délicat : celui de la surveillance.

Chacun sait que, depuis longtemps, on a donné aux surveillants un uniforme spécial, ne rappelant pas celui des gardiens de prisons. La casquette a pour eux remplacé le képi, et, de jaunes, les passepoils sont devenus rouges. Seulement, on n'a pu changer en même temps les caractères, et, trop souvent, sous la tenue de surveillant, c'est un geôlier qui agit. Ce n'est pas qu'on doive en faire un crime aux intéressés : ils ont demandé à entrer dans les « services pénitentiaires, » et, pour beaucoup d'entre eux, surveillants et gardiens ne se distinguent que par l'uniforme. Ainsi l'on arrive parfois à ce résultat désolant : instituteurs et directeur ont fait tous leurs efforts pour amender un enfant, en lui témoignant un intérêt affectueux, et en faisant preuve à son égard d'une grande douceur. Le pupille est touché, il va rentrer dans la bonne voie... mais un mot un peu vif prononcé par un surveillant, un reproche fait par lui mal à propos le blessent : il retombe. Tout est à recommencer et, cette fois, réussira-t-on ?

Je sais que la difficulté est grande. L'idéal serait que le surveillant fût, lui aussi, un éducateur ; mais ce beau rêve a peu de chances d'être jamais réalisé. Pourtant, on peut toujours souhaiter une amélioration et formuler un vœu. Il nous est donc permis de recher-

cher par quels moyens on pourrait arriver à recruter des surveillants capables de participer utilement à l'œuvre d'éducation.

Vous demandez, nous dira-t-on, des « Ecoles de surveillants ? » — Non, car, dans ces écoles annexées à des colonies, et où les cours, sans doute, seront faits avec tout le soin possible, qu'enseignera-t-on ? un peu de droit, la comptabilité, l'agriculture. Ces leçons permettront aux futurs surveillants de mettre au net les registres de l'économet, ou de réciter la nomenclature de toutes les pièces qui composent une batteuse, mais elles ne feront pas d'eux des auxiliaires utiles au point de vue de la discipline telle qu'on la doit entendre dans une colonie (1).

Notre ambition est plus haute, et peut-être notre proposition sera-t-elle accueillie avec quelque scepticisme. Le principe du système est celui-ci : il est à peu près impossible d'appliquer avec tact une discipline si l'on n'en a pas éprouvé par soi-même les effets. Il ne suffit pas pour être un bon surveillant de colonie,

(1) Voici, à titre de renseignement, le programme des cours professés à l'Ecole de surveillants de Saint-Hilaire (Cong. Pén. Paris, 1895) : droit, discipline, transfèrements, travail des détenus, arithmétique, services économiques, comptabilité-matières, comptabilité-numéraire-greffe, langue française, lecture, écriture, géographie, notions d'agriculture, sol, engrais, machines agricoles, exercices militaires, anthropométrie. — Soit dix-huit matières, sur lesquelles une seule intéresse le rôle primordial du surveillant : la discipline. C'est dire que les agents sortant de cette école seront beaucoup plus utiles dans les bureaux qu'auprès des enfants. Disons enfin qu'on commet la grave erreur de recruter les élèves de ce cours parmi des agents appartenant déjà au personnel pénitentiaire.

d'avoir été un bon sergent d'infanterie, parce que la discipline d'une colonie n'est pas celle d'un régiment. Ce qu'il nous faut pour assurer une discipline intelligente, c'est le surveillant pris dans la colonie, choisi parmi les pupilles qui montrent le plus de tenue, la meilleure conduite, l'intelligence la plus vive. Que l'on ne croie pas de tels surveillants capables d'avoir pour les enfants des complaisances d'anciens camarades, qui les portent à fermer trop souvent les yeux et à négliger leur service. Ce service, ils l'exécuteront au contraire avec un zèle parfait, en voyant la confiance dont on les honore. Et ceux-là ne détruiront pas les résultats obtenus par les éducateurs : au contraire, ils feront eux-mêmes œuvre d'éducateurs, avec une efficacité d'autant plus grande qu'ils connaîtront par expérience les moyens disciplinaires (1).

Le jour où sera accomplie la réforme de la surveillance, l'assimilation entre l'école et la colonie sera complète. Et actuellement, déjà, quand on voit ces vastes établissements sans clôture, ces champs où les

(1) On sait que, même durant leur séjour, comme élèves, à la colonie, les pupilles les plus disciplinés peuvent être chargés d'emplois de confiance. Il est très rare qu'ils ne donnent pas dans ces postes ce que l'on attend d'eux. Rien ne les empêcherait donc, leur éducation pénitentiaire achevée, d'être de bons surveillants.

En émettant cette idée des surveillants issus de la colonie, nous voulons seulement indiquer un mode de réforme. Il y en aurait un autre, qui vaudrait encore beaucoup mieux, si le Parlement mettait à la disposition des colonies des crédits suffisants ; ce serait l'augmentation des traitements du personnel de surveillance, augmentation qui permettrait de n'avoir que des agents choisis avec le plus grand soin.

équipes travaillent presque en liberté, on est édifié sur ces prétendus « bagnes d'enfants, » réprouvés par tant de personnes, qui ne savent pas.

SECTION II

Colonie publique, ou colonie privée ?

Il existe en France une grande rivalité entre ces deux genres d'établissements. La colonie privée donne d'excellents résultats, la colonie publique aussi. Mais toutes deux ambitionnent de se surpasser l'une l'autre.

La question va donc se poser pour nous de savoir laquelle il faut préférer.

La colonie privée invoque à son profit trois arguments principaux. D'abord, les enfants s'y plaisent mieux, car ils s'en évadent moins. Ensuite, les résultats sont meilleurs, car parmi les anciens pupilles on trouve moins de récidivistes que parmi les individus sortis des colonies publiques. Enfin, le personnel de l'établissement privé est plus désintéressé que celui de l'établissement public, parce qu'il agit dans un but de bienfaisance, au lieu d'être au service de l'Etat.

Telles sont les allégations que nous allons avoir à vérifier.

1. — « Les enfants sont mieux traités, car ils s'évadent moins. » — D'abord, en quoi les enfants sont-ils

mieux traités ? Au point de vue du régime ? Non, car en cette matière, les deux genres de colonies se ressemblent beaucoup. Au point de vue de la discipline ? Non, car la colonie privée, comme la colonie publique, s'inspire du règlement de 1899. Et d'ailleurs le recrutement du personnel de surveillance est à peu près le même dans les deux établissements. Reste donc à élucider la question des évasions ; et pour cela, il faut nous entendre sur la valeur des mots. A la colonie publique, toute absence non autorisée, si courte soit-elle, et même si l'enfant revient spontanément, est considérée comme une évasion, tant au point de vue des statistiques qu'au point de vue des punitions. Il paraît que, dans certaines colonies privées, il n'en serait pas de même : on y regarderait comme évasions sérieuses, et on mentionnerait dans les statistiques celles-là seulement qui se prolongent assez pour nécessiter des recherches ; qui, en un mot, sont de notoriété publique dans le pays. — Si le renseignement est exact, on peut, croyons-nous, en déduire non pas que la colonie publique compte moins d'évasions que l'établissement privé, mais que les chiffres doivent être sensiblement égaux, le régime étant analogue.

2. — Les anciens pupilles de la colonie privée seraient moins souvent récidivistes que ceux de la colonie publique. Et l'on donne des chiffres qui semblent faits pour empêcher toute contestation : 48 % et 38 % dans deux colonies publiques, 36 %, 30 %, et 27 1/2 % dans

trois colonies privées (1). Nous avons pourtant deux objections à présenter : la première n'est peut-être pas très probante, la seconde l'est davantage. Tout d'abord, disons-nous, il faut, pour comparer efficacement les résultats, comparer les points de départ. Etes-vous sûrs que le recrutement des colonies privées soit le même que celui des colonies publiques ? On sait que les partisans de ces derniers établissements reprochent à l'Administration d'y envoyer ce qu'il y a de plus mauvais, tandis que la meilleure fraction est dirigée sur les maisons privées (2). Si cela est exact, la comparaison des résultats devient impossible et les chiffres perdent leur signification. — Mais admettons que cette allégation soit inexacte. Voici du moins une chose certaine : quand un enfant envoyé dans une colonie privée se montre trop rebelle à l'éducation, l'Administration le transfère dans une colonie publique, soit correctionnelle, soit même ordinaire. Par suite, l'établissement privé garde les meilleurs sujets, et l'établissement public prend les autres. D'où composition différente de la population, puisque l'Etat seul possède une colonie correctionnelle, et résultats différents aussi au point de vue

(1) Ces chiffres sont dus aux recherches de M. Puibaraud. Ils ont été reproduits par M. Henry Joly, dans un rapport publié en janvier 1900 dans la *Revue Pénitentiaire*.

(2) Vu la gravité de ces imputations, on nous reprochera peut-être de ne pas citer nos auteurs. Nous nous en abstenons pour cette seule raison que ces renseignements ne sont pas pris dans des livres : ils nous viennent de personnes que leurs occupations mettent à même de connaître parfaitement cette question, et dont la bonne foi ne fait aucun doute. On voudra donc bien nous dispenser de donner des noms.

de la récidive. Rien ne prouve que, si des particuliers possédaient une colonie correctionnelle, et que si les colonies privées conservaient, comme celles de l'Etat, les pupilles qui leur sont confiés, rien ne prouve qu'elles n'auraient pas un plus grand nombre de récidivistes.

3. — Le dévouement serait plus absolu chez les maîtres des colonies privées que chez ceux des colonies publiques. L'enseignement, dans les maisons particulières, serait donné dans un esprit plus désintéressé.

Parlons en premier lieu du dévouement. Certes, l'argument invoqué pouvait avoir sa force lors de la fondation des colonies. A cette époque, les établissements privés avaient pour administrateurs ou tout au moins pour souverains contrôleurs ceux mêmes qui les avaient fondés. Il était donc naturel que ces philanthropes eussent pour leur œuvre des soins tout particuliers. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux, sinon tous, sont morts. Ils ont été remplacés par des Conseils pour l'administration générale, et par des agents salariés pour la gestion proprement dite. Exception faite pour certaines maisons religieuses, les colonies particulières, comme celles de l'Etat, ont donc aujourd'hui leurs fonctionnaires. Or je ne vois pas pourquoi les fonctionnaires au service de l'Administration Pénitentiaire seraient moins dévoués que les agents d'un établissement privé quelconque. Je ne dis pas que ce fait ne puisse pas se produire, mais je ne comprends pas pour quel motif le contraire n'arriverait pas. Il y a là une

simple question de personnes, et la stricte impartialité défend toute généralisation.

Quant à l'éducation plus désintéressée chez les particuliers, c'est autre chose. Ici nous sommes absolument contre les adversaires de la colonie publique.

Nous soutenons que la colonie privée ne peut surpasser le désintéressement de la colonie publique, et nous ne sommes pas certain qu'elle puisse l'atteindre.

Le raisonnement de l'Etat est celui-ci : « Améliorons l'enfant par la terre. Pour la terre, si elle s'améliore par l'enfant, tant mieux, si elle ne s'améliore pas, tant pis. » L'Etat a dépensé pour monter une colonie des sommes considérables ; si l'établissement peut vivre par ses propres ressources, rien de mieux ; sinon, le Parlement allouera des crédits supplémentaires, grâce auxquels la maison continuera à fonctionner. En un mot, la colonie publique, délivrée des soucis matériels, peut n'avoir qu'un but, l'éducation.

La situation des colonies privées est loin, malheureusement, d'être aussi bonne. Celles-là doivent avoir des ressources, ou renoncer à l'existence. D'où pour elles une double préoccupation : améliorer l'enfant par la terre, et aussi améliorer la terre par l'enfant. Bien entendu, nous n'avons pas la pensée d'insinuer que la colonie privée exploite l'enfance au profit du sol. Mais comme, en même temps qu'une œuvre, elle est en quelque sorte une industrie, puisqu'elle nécessite

une grosse mise de fonds, elle doit, cela est naturel, avoir le souci de la production. On ne peut certes accuser l'éminent philanthrope que fut M. Charles Lucas d'avoir cherché à s'enrichir du travail de l'enfance; mais il est un fait indéniable : quand en 1846 il créa la colonie du Val-d'Yèvre dans un de ses domaines, le sol, entièrement marécageux, était improductif; et quand, en 1872, la colonie devint établissement public, la terre en était féconde, et la propriété fut achetée par l'Etat pour un prix considérable. L'enfant avait amélioré la terre comme il s'était amélioré par elle.

Encore une fois, il ne faut aucunement reprocher à la colonie privée son système, mais il faut reconnaître que l'enseignement n'y peut être plus désintéressé qu'à la colonie publique. Ainsi, en envisageant les choses au point de vue de l'avenir des enfants, on peut se rendre compte de ceci : l'Etat n'hésitera jamais à placer ses pupilles dès qu'ils seront devenus de bons ouvriers; les particuliers, au contraire, pourraient avoir la tentation de retarder le placement des leurs, ayant besoin de travailleurs habiles pour obtenir un rendement agricole ou industriel suffisant.

D'ailleurs, on peut juger du dévouement et du désintéressement des maîtres par la reconnaissance de leurs anciens élèves. J'ai lu aux Douaires des lettres de pupilles libérés; puisées au hasard dans un cartonnier, elles n'étaient certes pas préparées pour les besoins de la cause. J'ai été charmé de la confiance et

de la délicatesse de sentiments que j'y ai trouvées. M. Brun, directeur de la colonie, me disait : « Quand un de nos libérés se marie, son premier soin est de venir me présenter sa femme ; et le plus grand plaisir que je puisse faire à un jeune ménage, c'est d'être le parrain de son premier enfant. » Et il me racontait aussi la jolie anecdote suivante. Cinq anciens pupilles étaient soldats au bataillon de chasseurs à pied en garnison à Vincennes, dans la même compagnie. Ils parlaient sans cesse des Douaires, si bien qu'ils finirent par exciter la curiosité de leur lieutenant. Un dimanche, les cinq hommes, guidant leur officier, arrivèrent à la colonie. Ils y passèrent la journée ; et, le soir, en prenant congé du directeur, le lieutenant lui disait : « Je comprends maintenant pourquoi ils parlent tant des Douaires, et pourquoi ils les appellent « notre maison. »

Est-il besoin d'autres preuves, pour assurer que le personnel des colonies publiques sait être, comme celui des établissements particuliers, désintéressé et dévoué ?

Donc, la rivalité qui existe entre les deux genres de maisons est une simple conséquence de l'esprit de corps. Il ne faut en exagérer ni la violence, ni surtout la portée. Peut-être même doit-on souhaiter qu'elle ne cesse pas, car elle est en somme une généreuse émulation. Si les fonctionnaires des colonies publiques critiquent l'organisation des colonies privées, et réciproquement, c'est que tous sont animés d'un même désir : faire toujours plus de bien que les autres.

SECTION III

La rétribution du travail

Nous n'examinerons pas ici si l'on doit rétribuer le travail dans les colonies. D'aucuns veulent que nul salaire ne soit remis aux détenus ou aux pupilles, et, englobant dans une seule ces deux catégories si différentes, ils disent : « L'individu s'est mis par sa faute à la charge de la société. - Il la sert malgré lui : il n'est pas juste qu'il en retire un bénéfice. » Ce raisonnement ne nous semble pas soutenable, même quand on s'occupe des prisons, et voici pour quel motif : un individu est incarcéré pour vol ; condamné à trois mois de prison par le Tribunal, il fait appel, et est, comme appelant, maintenu au régime des prévenus, c'est-à-dire, dispensé de travailler. La Cour confirme sa peine ou prononce son acquittement le jour où les trois mois expirent ; l'homme sort de la Santé dépourvu de toute ressource, puisqu'il n'a pas de pécule. La misère lui fait commettre un vol nouveau, que le travail en prison lui eût sans doute évité.

Si donc l'argument d'ordre social invoqué par les ennemis du salaire est faux pour les adultes, il l'est plus encore quand il s'agit des colonies.

Il est faux, si on l'applique aux acquittés, car ces enfants ont failli étant irresponsables, et l'irresponsabilité exclut la punition.

Il est faux, si on l'applique aux condamnés, parce

que, chez un jeune homme, la pensée que son travail est payé, donc utile, productif, peut aider au relèvement.

Il est faux enfin pour l'ensemble de ces deux classes, parce que toutes deux ont, pour rentrer dans le droit chemin, un égal besoin d'encouragement, et parce que, si, pour certaines natures moins vicieuses que les autres, des récompenses honorifiques, grades ou postes de confiance, suffisent, pour la plupart, la seule récompense appréciée, c'est l'argent. C'est l'argent volé qui souvent amène le pupille à la colonie, c'est l'argent gagné qui peut le rendre honnête.

Il faut donc que l'enfant soit payé.

Il faut ensuite qu'il soit payé sans que son salaire soit trop élevé, car le travail libre protesterait.

Et c'est pourquoi on a mis en pratique le système du « pécule. » Il nous faut bien user de ce terme, car c'est l'expression technique. Pourtant, nous l'aimons peu : si à Rome le pécule *castrense* et le pécule *quasi castrense* n'évoquent que des souvenirs glorieux ou tout au moins honorables, dans la même cité, le *peculium* était souvent aussi le bien des esclaves. Et dans la France moderne, le mot pécule a un sens pénitencier qui ne saurait nous plaire dans une école.

Mais étudions le système. Le pécule se divise en deux parties : l'une dite de réserve, l'autre appelée disponible.

La première se compose du produit du travail,

suivant l'évaluation des chefs d'ateliers. Il est, dans la plupart des établissements, intangible. On le remet aux pupilles lors de leur sortie quand il n'est pas trop considérable. S'il est trop fort, il n'est versé que selon les besoins. Aux engagés militaires, le pécule est payé peu à peu par les soins de la Société de Patronage que dirige M. Voisin.

Pour les pupilles auxquels on remet leur pécule entier à leur sortie de la colonie, on ne saurait trop préconiser l'emploi des livrets de Caisse d'épargne. C'est un excellent moyen, d'abord, d'inviter le jeune homme à l'économie ; et ensuite, vu les formalités qu'exige le retrait des fonds, c'est un remède efficace contre le gaspillage. Ce mode de paiement est donc de beaucoup préférable à celui qui consiste à remettre au pupille son argent en espèces.

Quant au pécule disponible, il reste à la disposition de l'enfant. C'est avec ces sommes que les pupilles peuvent améliorer leur ordinaire de temps en temps. C'est sur cet argent aussi qu'on prélève les légères amendes infligées pour malfaçons ou pour tout autre préjudice matériel. Cette fraction du pécule provient des bons points, donnés à titre d'encouragement.

Ce ne sont là d'ailleurs que des règles très générales : l'organisation du travail et du pécule varie suivant les établissements. Et c'est là un grand inconvénient.

Il faudrait, tout d'abord, pour bien faire, déterminer les cas précis où l'amende pour malfaçons ou dégâts

doit être infligée, et fixer le taux de cette amende. Toujours, il doit être très faible. Il faut bien se rendre compte que nous sommes engagés dans une étude de droit pénal, et que ce serait par suite une lourde faute de confondre « l'amende » avec la « réparation. » L'amende infligée par jugement est une « peine; » l'amende infligée par décision directoriale en est une aussi : ni l'une ni l'autre ne sont des « dommages-intérêts. » (1) Il est bon, sans doute, de frapper parfois à la bourse, mais on ne doit se servir de ce moyen qu'avec une prudence extrême, car on amènerait bien vite le découragement et le dégoût du travail, et l'œuvre d'éducation en serait gravement compromise.

Bien plus dangereux encore est le système qui consiste à faire venir les mauvaises notes en déduction du pécule. Car, si le fait se renouvelle plusieurs fois, l'enfant s'imaginera bien vite qu'on lui donne exprès de mauvaises notes pour enrichir l'Administration à ses dépens. Je sais bien que, à l'énoncé de ce raisonnement, tous les gens sensés hausseront les épaules. Mais il faut éduquer, et l'éducateur est avant tout un psychologue, qui doit tenir compte des idées, même déraisonnables, de ses élèves. Et le fait que je signale

(1) Peut-être pourrait-on dire que l'amende, ici, ressemble à des dommages-intérêts. Quand un enfant détériore un objet, on lui dit : « Vous le remplacerez, » et non pas : « Vous serez puni pécuniairement. » — C'est là, croyons-nous, une simple question de mots : on parle ainsi parce que l'enfant comprend beaucoup mieux la réparation du dommage que le principe purement pénal de l'amende. Mais c'est pour nous ce dernier principe qui est seul en jeu ici.

me semble non seulement inefficace, mais nuisible au point de vue pédagogique.

Enfin, une réforme urgente serait l'uniformisation des pécules. A l'heure actuelle, le pécule de sortie est infiniment variable suivant les établissements. Je vais citer des chiffres déjà anciens; mais, bien qu'ils aient pu changer un peu, les rapports qui existent entre eux sont restés sensiblement identiques, le régime étant demeuré le même. En 1895, l'importance moyenne de l'avoir à la sortie était :

Pour Belle-Ile-en-Mer, 16 fr. 93;

Pour Aniane, 38 fr. 58;

Pour Mettray, 61 fr. 20;

Pour Sainte-Foy, de 60 à 150 francs.

A Sainte-Foy, le pécule est donc près de dix fois celui de Belle-Ile, sans que cette gigantesque disproportion se justifie par une différence juridique de recrutement dans la population. — Voilà l'inégalité choquante dont nous souhaitons la fin.

On ne manquera pas de soulever contre ce désir bien légitime de graves objections.

La première est celle-ci. On ne peut faire que tous les pupilles aient le même pécule à la sortie, car le pécule représente la valeur du travail, et tous les enfants ne travaillent pas également bien, ni également longtemps. — Soit; aussi, ce que nous demandons, n'est-ce pas l'unité du pécule proprement dit, c'est l'unité d'évaluation du travail. Il faudrait que la même tâche fût cotée de la même façon dans toutes les colonies.

Ici interviendra la seconde objection. L'égalité dans l'évaluation du travail est impossible, dira-t-on, parce que la loi de l'offre et de la demande amène forcément des variations dans le salaire, quand le nombre des ouvriers est constant. A cela nous répondrons : S'il s'agissait d'un salaire, vous auriez raison. Mais il s'agit d'un encouragement, d'une « note de classe, » en somme. Prenez en effet toutes les monographies de colonies. Vous y trouverez, au paragraphe « Organisation du travail » cette idée qu'on s'attache, non pas à la production, mais au soin, à l'application. Et, dès qu'il s'agit de récompenser le zèle d'un enfant, et non plus de payer la journée d'un ouvrier, nous ne voyons pas pourquoi la bonne volonté et le désir de bien faire sont cotés plus haut dans la Dordogne que dans le Morbihan.

Tout ce que nous demandons, c'est que les bons élèves d'un établissement ne soient pas moins bien traités que les mauvais élèves d'un autre. Et c'est un vœu qui, nous le croyons, n'a rien de très déraisonnable.

CHAPITRE VI

QUE FAUT-IL FAIRE ?

Même si on en appliquait strictement toutes les dispositions, la loi de 1850 offrirait encore de graves inconvénients. Aussi, on a depuis longtemps songé à la modifier. Dès 1879, M. Charles Lucas présentait un projet de réforme, dans lequel il demandait très justement la séparation des acquittés et des condamnés.

En 1894, M. Puibaraud, Inspecteur général des services administratifs, élaborait une proposition dont voici l'économie générale :

1° Au-dessous de douze ans, les enfants seront élevés dans des écoles privées, au-dessus de cet âge, dans des écoles publiques ;

2° Les prisons non cellulaires ou ne possédant pas d'instituteurs ne pourront recevoir d'enfants ;

3° Les mineurs condamnés seront placés en cellules dans des « maisons correctionnelles. » Leur peine achevée, ils demeureront jusqu'à leur majorité dans ces établissements, où ils seront appliqués au travail agricole ;

4° Les mineurs traduits en justice pour vagabondage

ou mendicité, et acquittés de ces chefs, seront envoyés dans des écoles spéciales, dites « de préservation ; »

5°. Les mineurs inculpés d'autres délits et acquittés seront placés dans des « écoles de réforme. »

Il faut louer tout d'abord dans ce projet, comme dans celui de M. Lucas, la séparation absolue des acquittés et des condamnés ; car c'était une lourde conséquence du législateur de 1850 d'envoyer dans le même établissement l'acquitté et le condamné à plus de six mois et à moins de deux ans d'emprisonnement.

Il faut louer ensuite l'idée de mettre à part les mendiants et vagabonds. La fréquentation des chambres correctionnelles montre, en effet, que, de tous les enfants traduits en justice, ceux-là sont les plus cyniques et peuvent plus tard devenir les plus dangereux. Tout mineur vagabond est un candidat au vagabondage spécial. Souvent aussi, il se fera voleur ; parfois même c'est un futur assassin : regardez combien chaque année les Assises voient défiler de chemineaux et de gens sans domicile ni état. Il importe donc d'organiser pour l'enfance errante des établissements spéciaux, sévèrement disciplinés, où le travail soit actif, et où les mineurs prennent le goût et l'habitude d'une tâche déterminée et suivie.

Mais, dans le projet de M. Puibaraud, une chose nous étonne. Pourquoi dire que les enfants au-dessous de douze ans seront donnés aux écoles privées, alors que leurs aînés seront élevés par l'Etat ? C'est une

distinction dont l'utilité ne nous apparaît pas. Si l'Etat reconnaît qu'il lui incombe un devoir d'éducation envers l'enfance traduite en justice, pourquoi se refuserait-il à s'acquitter de ce devoir au profit des mineurs les plus jeunes ? Et d'autre part, pour ceux qui sont âgés de plus de douze ans, en quoi est-il nécessaire de les mettre dans des établissements exclusivement publics, quand on tient les colonies privées pour bonnes ?

Notre vœu serait que les écoles de réforme (dénomination actuelle) et les colonies ordinaires fussent indifféremment publiques ou privées. Seules, les colonies correctionnelles doivent forcément être publiques, parce qu'elles exigent un système d'éducation beaucoup plus rigoureux, voire même presque pénitentiaire.

Et puis, il est une chose encore à laquelle on a paru ne jamais songer. On répète à satiété que la colonie doit avant tout être agricole. Et un enfant condamné à Lille, ou insubordonné aux Douaires, sera envoyé dans le Lot-et-Garonne, c'est-à-dire dans un pays où la culture diffère absolument de celle des provinces qu'il connaît. — Si vous voulez faire de l'instruction agricole, tenez au moins compte des régions agricoles de la France. Et pour cela, donnez-nous, dans chacune de ces régions, la série complète des établissements d'enfants.

Voici comment nous proposons de procéder. Nous divisons la France en trois sections. La première est bornée au nord par la frontière, au sud par une ligne

allant sensiblement de Vannes à Belfort. La seconde est comprise entre cette ligne et une autre partant de l'embouchure de la Gironde pour aboutir au sud de la Savoie. La troisième comprend tout ce qui est au sud de cette dernière ligne.

La section nord nous présente les établissements suivants : les Douaires ; Saint-Maurice ; Bar-sur-Aube ; Auberive ; Bologne ; Belle-Ile-en-Mer ; les Vermireaux. Ces deux derniers restent consacrés, l'un à l'apprentissage maritime, l'autre à l'éducation des arriérés. — Soit cinq établissements dont nous pouvons disposer.

Dans la section du centre, nous avons : Mettray, le Val d'Yèvre, la Loge, Saint-Hilaire et Saint-Joseph. — Soit encore cinq établissements.

Au sud, enfin, on trouve : Aniane, Eysses, la Couronne, le Luc, Saint-Eloi et Sainte-Foy. Comme cette dernière colonie est spécialement réservée aux pupilles de la religion réformée, nous ne la comptons pas, et il nous reste cinq établissements.

Nous possédons, par conséquent, cinq maisons par section. Il nous est donc possible dans chaque région d'avoir : une école de réforme, deux colonies ordinaires, deux établissements spéciaux d'éducation répressive.

J'ai parlé de deux colonies. J'entends par là deux établissements qui, bien qu'affectés l'un et l'autre aux acquittés, ne seront pas, néanmoins, identiques. Ils seront d'un degré différent. L'enfant, après le jugement, sera placé dans la colonie dite du second degré. Sous

une discipline sévère, il y commencera son apprentissage, et, surtout, il sera observé. Fait-il preuve d'un caractère facile, montre-t-il de la bonne volonté ? après un stage qui ne pourra durer moins de trois mois, mais qui pourra se prolonger beaucoup plus longtemps, suivant la conduite, après ce stage, le pupille sera transféré à la colonie du premier degré. Là, il trouvera une discipline plus douce, une vie matérielle meilleure, des récompenses plus fréquentes. Au contraire, si, pendant son séjour à la colonie du second degré, le jeune garçon se montre incorrigible, il sera transféré à la maison répressive dont nous parlerons tout à l'heure.

Ici, je vois poindre une objection et une question. Voici l'objection : L'enfant, dûment averti, sera très doux à la colonie du second degré ; puis, une fois arrivé à celle du premier degré, il donnera libre cours à ses mauvais penchants. — La réponse est facile : la colonie du premier degré, comme celle du second, envoie directement ses insubordonnés à la maison répressive.

Voici maintenant la question : Qui décidera du passage d'un pupille d'une colonie à l'autre ? — Réponse : Nous faisons intervenir les Conseils de surveillance que la loi de 1850 institue, et qui, sauf de rares exceptions, ne fonctionnent pas. C'est le Conseil de chaque colonie qui, sur la proposition du directeur, examinera le dossier du pupille, et c'est sur l'avis de ce Conseil que le Ministre de l'Intérieur ordonnera le transfèrement. — Et, puisque nous parlons du Conseil, disons tout de

suite que c'est sur son avis aussi que seront faits les envois à la maison répressive.

Ce système a du reste un triple avantage : il est juridique, légal et pratique. Il est juridique, car il réalise la prime à l'amélioration du système irlandais. Il est légal, puisque, selon la loi de 1850, les Conseils de surveillance devraient exister auprès de chaque colonie. Enfin, il est pratique, et ce qui le prouve, c'est qu'il est usité pour une certaine catégorie d'individus : les récidivistes relégués à la Guyane.

Voilà pour les colonies ordinaires. Des écoles de réforme, il n'y a rien à dire : leur fonctionnement et leur rôle ne seront pas modifiés.

Quant aux établissements d'éducation répressive, ils demandent une étude plus longue. On a remarqué que nous en créons deux par section. Si nous adoptons ce système, c'est toujours dans le but d'éviter le mélange entre acquittés et condamnés. Voici comment nous procédons.

L'une de ces maisons sera réservée aux condamnés. Elle comprendra deux quartiers absolument distincts et n'ayant l'un avec l'autre aucune communication. Dans le premier, nous mettons les condamnés à plus d'un an d'emprisonnement; dans le second, les condamnés ayant encouru une peine supérieure à un mois, inférieure à un an de prison. Quant aux condamnés à moins d'un mois, ils seront laissés dans une prison cellulaire pourvue d'un instituteur.

L'autre établissement répressif comprendra égale-

ment deux quartiers. L'un recevra les enfants qui, traduits en justice pour vagabondage ou mendicité, auront été acquittés ; l'autre sera affecté aux insubordonnés des colonies ordinaires. Il va sans dire que ces deux quartiers seront complètement isolés l'un de l'autre.

Arrivons maintenant au contrôle de ces établissements. Nous l'organisons par des inspections mensuelles, trimestrielles et annuelles.

Les visites mensuelles seront faites alternativement par le Procureur de la République et par le Sous-Préfet, qui adresseront chaque fois un rapport sur l'état de la maison, l'un, au Procureur Général, l'autre, au Préfet.

Les visites trimestrielles seront faites alternativement par le Procureur Général et par le Préfet, qui adresseront chaque fois un rapport, l'un au Ministre de la Justice, l'autre au Ministre de l'Intérieur.

Enfin, tous les ans, un Inspecteur Général des Services Administratifs se rendra à la colonie, et rédigera, suivant l'usage, un rapport adressé au Ministre de l'Intérieur.

Au commencement de chaque année, les rapports dressés durant l'année précédente par les fonctionnaires dépendant du Ministère de l'Intérieur seront centralisés à ce Ministère. Les rapports dressés par les procureurs seront remis au Ministère de l'Intérieur par les soins du Ministre de la Justice. Tous ces documents seront alors soumis au Comité de l'Inspection Générale des Services Administratifs, et examinés par lui.

Le Comité fera connaître ensuite au Ministre les réformes utiles, et l'Administration pénitentiaire s'emploiera à les réaliser.

A propos de cette réorganisation, une question de mots se pose. On sait que, depuis longtemps, les expressions « jeunes détenus, maisons de correction, colonies pénitentiaires, colonie correctionnelle, » sont en grande défaveur. Elles rappellent trop la prison et ne font point songer à l'école. Il serait donc bon de les modifier.

Pour les enfants, nous proposons de généraliser le nom de « pupilles, » déjà fort employé. Ce terme n'a rien de pénitentiaire, puisqu'il évoque simplement une idée de tutelle, c'est-à-dire une idée presque familiale.

Quant aux Etablissements, nous leur donnerions volontiers les noms suivants : Ecole administrative enfantine (Ecole de réforme actuelle); Ecole administrative de jeunes garçons, 1^{er} ou 2^e degré (c'est la colonie pénitentiaire); Ecole de préservation et de répression (pour les maisons de vagabonds et insubordonnés); Maison administrative d'éducation et de répression (pour les établissements réservés aux condamnés).

Ainsi disparaîtraient les termes capables de faire croire à l'enfant qu'il est un prisonnier. La réforme serait facile. Pour les enfants, elle serait humaine; pour les éducateurs elle serait profitable; pour le public, enfin, elle ferait cesser d'une manière définitive cette confusion si regrettable entre l'école et la prison.

DEUXIÈME PARTIE

LA PRÉSERVATION DES JEUNES LIBÉRÉS

CHAPITRE PREMIER

LES LIBÉRÉS. — LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS

I

Avant d'étudier les moyens par lesquels on peut empêcher de retourner au mal l'enfant qui a failli, il faut nous entendre sur le sens que nous donnons au mot « libérés. » Au sens le plus strict, libéré signifie : qui est sorti d'un lieu où il était interné. Nous donnerons au terme une acception plus large : nous nommerons aussi « libérés » les mineurs qui, ayant été traduits en justice, ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, et confiés à des associations ou à des personnes charitables.

II

Parmi les modes de préservation, le plus efficace,

sans contredit, sera celui qui consistera à faire croire à l'enfant qu'il n'a pas été traduit en justice. Tel est le but des *Tribunaux spéciaux pour enfants* (1). La question est d'actualité; nous devons donc l'étudier, et rechercher quelle est l'origine des ces tribunaux, quels résultats on obtient dans les pays où ils fonctionnent. Nous nous demanderons enfin ce qu'on pourrait faire en ce sens dans notre pays.

C'est à l'Amérique que nous devons l'institution des Tribunaux pour enfants, sous le nom de *Juvenile Courts*. Ils datent de 1899; le premier fondé fut celui de Chicago. Devant les résultats obtenus, d'autres Etats de l'Union suivirent l'exemple, et aujourd'hui, au bout de sept ans, sur quarante-cinq Etats, vingt-quatre possèdent des tribunaux de ce genre.

Les *Juvenile Courts* sont des rouages judiciaires distincts des Tribunaux ordinaires. Les enfants comparaissent devant un seul magistrat, spécialisé dans ce genre d'affaires, et recueillant ses informations par une police spéciale. L'appareil judiciaire est rigoureusement banni de ces audiences : le magistrat cause paternellement avec les jeunes prévenus, qui, grâce à ce système, n'ont pas le souci de poser pour la galerie, ni de lancer de ces réponses qu'ils trouvent héroïques, et qui ne sont que cyniques. En principe, les Tribunaux d'enfants ne

(1) On pourrait s'étonner que, traitant la question des jeunes Libérés, nous parlions de Tribunaux. Si nous le faisons, c'est que l'institution des juridictions spéciales à l'enfance est liée assez intimement à celle de la mise en liberté surveillée, dont nous aurons dans ce chapitre à nous occuper.

suivent aucun code : la décision opportune est laissée à la conscience et à l'initiative du juge. Celui-ci peut donc ordonner telle mesure de sauvetage moral qu'il estime efficace.

Autre caractéristique de ces juridictions : jamais un mineur de seize ans n'est placé dans la prison commune, même pendant sa prévention. Si, après le jugement, il doit être détenu, on l'envoie dans les maisons de réforme ou autres établissements spéciaux. Dans ces écoles, l'enfant peut, par sa bonne conduite et son travail, se faire mettre rapidement en liberté conditionnelle. Si au contraire il est mal noté, on l'affuble d'un vêtement rouge ; il est privé de café, de lettres et de visites.

Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans le système américain, c'est la *mise en liberté surveillée* (1). L'enfant jugé est rendu à sa famille, pourvu que celle-ci présente des garanties morales suffisantes. Revenu chez ses parents, il demeure sous la tutelle du Tribunal, qui le fait surveiller par un de ses délégués. Cette « probation » dure aussi longtemps qu'elle est nécessaire. Chaque quinzaine, un rapport est adressé par le délégué au Tribunal. Chaque quinzaine, également, une audience spéciale réunit tous les pupilles. Le juge les interroge et les conseille.

(1) A vrai dire, on pourrait contester à l'Amérique l'invention de la liberté surveillée, et dire que ce système existe en France depuis 1850. En autorisant le placement provisoire hors de la colonie, la loi sur l'éducation et le patronage créait en effet une sorte de liberté surveillée. Faisons remarquer toutefois qu'il s'agit dans ce cas d'une libération par mesure administrative, et non par mesure judiciaire.

Quant aux résultats, en voici quelques-uns. A Chicago, depuis cinq ans, on a mis en liberté surveillée 5.000 ou 6.000 enfants. La récidive est tombée à 8 ou 10 %.

A Denver, la récidive, qui était autrefois de 50 %, est arrivée à 5 %.

A Indianapolis, elle est de 10 % environ, et de 17 % à New-York (1).

En Angleterre, le premier *Juvenil Court* date de 1905. Il fut institué à Birmingham, sur le modèle des tribunaux américains. Et, actuellement, le Royaume-Uni compte vingt et un *Juvenile Courts* : c'est dire que l'essai a donné toutes satisfactions. Des chiffres, d'ailleurs, permettront d'en juger. En 1904, la prison de Birmingham a reçu 204 mineurs de seize ans ; en 1905, 72 ; en 1906, pas un. Et du 13 février 1905 au 13 février 1906, huit cent vingt-huit mineurs ont été amenés devant le juge spécialement chargé de statuer sur leur sort (2).

Tels sont les arguments qu'on peut invoquer pour affirmer que les tribunaux d'enfants sont une institution utile, — nous allions dire : indispensable.

Qu'avons-nous de pareil en France ? — Rien. Ou plutôt, si ; nous avons des tendances ; nous avons un embryon

(1) Edouard JULHIET, Les tribunaux pour enfants aux Etats-Unis (supplément aux *Annales du Musée social*, avril 1906).

Edouard JULHIET, même sujet. (*Les Tribunaux spéciaux pour enfants*, 1 vol. publié par la revue *L'Enfant*, Paris, 1906. Ch. I, II, III, IV, V.)

(2) *Les Tribunaux spéciaux pour enfants*. Collection de la revue *L'Enfant* 1906 : Les « *Juvenile Courts* » de Birmingham, par Marcel KLEINE.

d'organisation, d'ailleurs tout officieuse. Etudions-la, et voyons quel parti on en pourrait tirer, si une loi arrivait à la rendre officielle et obligatoire.

A Paris, on tente de spécialiser tout d'abord l'instruction, en confiant à quelques magistrats instructeurs tous les dossiers d'enfants. Principe excellent, mais dont l'application est assez difficile. D'abord, l'abondance des dossiers oblige certains juges d'instruction à un surcroît de travail dont il est impossible de ne pas tenir compte, si l'on sait combien est déjà lourde la tâche de ces magistrats, auprès d'un tribunal aussi chargé d'affaires que celui de la Seine. — Ensuite, beaucoup de procès correctionnels ou criminels mettent en cause à la fois des adultes et des mineurs de dix-huit ans. La procédure en devient nécessairement plus longue : et pendant toute l'instruction, les enfants qui, pour une cause ou pour une autre, n'ont pu être mis en liberté provisoire, restent en prison, — ce qui au point de vue de l'éducation et du relèvement est déplorable.

Quant à la juridiction de jugement, on essaie aussi au Tribunal de la Seine, de la spécialiser. Depuis plusieurs mois, la grande majorité des mineurs traduits en justice passe devant la VIII^e Chambre, le jeudi. L'aspect de cette audience, à laquelle sont toujours présents de nombreux membres d'institutions charitables, est très particulier. Mais c'est toujours une audience correctionnelle, et l'on y voit des délinquants adultes assis sur le même banc que les enfants, et souvent

jugés en leur présence (1). — Et puis, il y a le public. Et ce public, on peut le qualifier d'un seul mot : il est détestable. Il comprend d'abord les prévenus libres, souvent accompagnés d'un groupe de témoins à décharge, ou simplement d'amis : cela forme un petit cercle toujours prêt à se ranger à l'avis du prévenu contre le tribunal. Il comprend ensuite les curieux, venus au Palais comme ils seraient allés au théâtre : pour ceux-là, plus l'attitude de l'inculpé est mauvaise, plus les situations sont scandaleuses, plus le spectacle est intéressant. Voilà devant quel auditoire sont jugés les enfants. Comment s'étonner dès lors de leurs cyniques fanfaronnades ? L'appareil judiciaire et la présence du public en sont les seules causes. Il me souvient que, récemment, à cette audience, je voyais comparaître, pour je ne sais quel délit, un enfant de quinze ans. Sa mère, à la barre des témoins, déclarait ne pouvoir le reprendre, parce qu'il refusait obstinément de travailler. Interpelé à ce sujet par le Président, le jeune garçon répondit : « C'est ma mère qui m'a fait amener ici. Mais elle peut-être tranquille : quand je serai libre, je lui ferai son affaire. » Celui qui disait ces mots regardait non pas le tribunal, non pas sa mère debout à la barre, mais le public, massé au fond de la salle, et qu'il conviait à admirer sa fière réponse.

Il importe donc de juger les enfants hors de la présence de cet auditoire. Et si l'on m'objecte que la justice

(1) Ce système a été modifié en février 1907. La VIII^e Chambre juge maintenant le lundi les prévenus mineurs exclusivement.

doit être rendue publiquement, je répondrai : Puisque vous reconnaissez au Tribunal le droit de prononcer le huis-clos, généralisez la mesure, et étendez-la à toutes les affaires de mineurs ; ou bien, ce qui serait encore mieux, faites juger les mineurs ailleurs qu'au Palais.

On peut, nous le savons, faire aux Tribunaux pour enfants de graves reproches. Tout d'abord il faudrait, en vertu de la loi du 12 avril 1906, dire que les *mineurs de dix-huit ans* seront jugés par ces Tribunaux. Or, il est de notoriété publique que bien des jeunes gens mineurs de dix-huit ans sont déjà de grands criminels.

A cette objection nous répondrons que, aux termes de la même loi, les peines applicables aux mineurs de seize à dix-huit ans ne sont pas celles applicables aux mineurs de seize ans. Le régime actuel subirait donc cette seule modification, que la question de discernement serait posée non plus par le Tribunal correctionnel, mais par le Tribunal spécial.

Autre objection : On peut admettre les Tribunaux spéciaux tant qu'ils ont à juger des enfants inculpés seuls, ou complices de mineurs, ou complices de majeurs absents, ou qui, en un mot, ne sont pas visés par l'article 68 du Code pénal. Mais que ferez-vous si le mineur a des complices majeurs et présents, ou, si, d'une manière quelconque, il tombe sous le coup de l'article 68 ? Réponse : Il sera jugé, comme cela se fait aujourd'hui, par la Cour d'assises.

En résumé, le Tribunal spécial pour enfants serait

dans notre système non pas une juridiction particulière suivant les méthodes américaine et anglaise, mais bien plutôt une *chambre correctionnelle spécialisée*.

Voici d'ailleurs, comment je comprends l'organisation des Tribunaux d'enfants en France. L'audience sera tenue par des juges complètement spécialisés. Le Tribunal siégera dans une salle quelconque, ne rappelant en rien les salles d'audience (une « Chambre du Conseil » conviendrait parfaitement à cet usage). Les magistrats, greffiers, huissiers, seront en costume de ville, et non en robe. L'enfant sera amené par un garde, qui ne restera pas auprès de lui : seul, le défenseur se tiendra à côté de son client. Les avocats, qui seront, eux aussi, en costume de ville, seront entendus « pour observations » : à cette audience, en effet, il suffira de discuter sur le ton de la conversation, sans chercher à se montrer spirituel comme aux audiences correctionnelles, ou émouvant comme à la Cour d'assises. Le Tribunal entendra, outre le ministère public et la défense, tous les représentants de patronages ou autres institutions charitables qui pourront proposer des solutions dans l'intérêt des jeunes prévenus.

Le jour où le législateur aura adopté ce système, une cause de la criminalité juvénile aura disparu. Mais toute réforme législative est lente. Aussi a-t-on cherché le moyen, sous l'empire des lois actuelles, d'améliorer le sort des enfants traduits en justice. On y est parvenu dans une certaine mesure à Paris, en établissant, par suite d'une entente officieuse entre la magistrature

et une œuvre de patronage, la « mise en liberté surveillée. »

Il y a à peine plus d'un an que le système fonctionne. C'est donc une nouveauté juridique, dont l'histoire peut être intéressante à connaître.

Le 10 février 1906, un mineur comparaissait devant la huitième Chambre. Son défenseur réclamait pour lui la mise en liberté, en s'engageant personnellement à le surveiller. M^e Rollet, l'éminent avocat, directeur du « Patronage de l'enfance et de l'adolescence, » se présenta à la barre et exposa le système américain de la liberté surveillée, système qu'avait développé quelques jours auparavant M. Edouard Julhiet, enquêteur du Musée social, dans une remarquable conférence. M^e Rollet demanda au Tribunal de confier l'enfant à son patronage; on le placerait dans sa propre famille, où on le surveillerait, et où on le laisserait tant qu'il se conduirait bien. Le Tribunal adopta la solution qui lui était proposée. C'était un premier pas. Quelques jours après, un des juges d'instruction de la Seine, à la suite d'un rapport fait par M^e Rollet au Comité de défense des enfants traduits en justice, offrait au patronage de lui confier un autre enfant — un prévenu — en liberté surveillée. La pratique américaine avait acquis dès lors droit de cité à Paris, et on la suivit fréquemment. On la suivit même si fréquemment que les membres du patronage se virent bientôt dans l'impossibilité de surveiller eux-mêmes les enfants, devenus trop nombreux. M^e Rollet s'adressa alors à

M. Lépine, Préfet de police. Celui-ci, comprenant toute la portée moralisatrice de l'institution nouvelle, mit aussitôt à la disposition du patronage un de ses inspecteurs de la sûreté. C'est par cet agent que sont aujourd'hui exercées toutes les surveillances, sous le contrôle d'un inspecteur de l'œuvre. Les enfants sont visités en principe toutes les semaines. Le nombre des visites est plus restreint si les jeunes pupilles se conduisent bien, plus grand si leur attitude n'est pas satisfaisante. Chaque inspection est l'objet d'un rapport écrit. En outre, une fois par mois, M^e Rollet réunit tous ses protégés. Ceux qui ne répondent pas à l'appel sont recherchés et amenés au patronage.

Tel est le système. Sans pouvoir parler encore des résultats, on peut penser qu'ils seront très encourageants. M^e Rollet me disait, il y a quelques semaines, que, sur quatre-vingts enfants mis en liberté surveillée, tous, à peu près, semblaient s'amender : cinq ou six seulement pouvaient inspirer des inquiétudes.

Une chose, maintenant, serait désirable. Ce serait que le Tribunal pût conférer au Patronage des pouvoirs très étendus sur l'enfant. Il faudrait que l'Œuvre eût, avec le droit de garde, le droit de correction : elle pourrait ainsi demander pour un de ses pupilles l'envoi en « correction paternelle » ou, ce qui vaudrait peut-être encore mieux, lui faire donner une éducation non pas pénitentiaire, mais sévère, dans une maison du genre de celles que la loi de 1904 prévoit pour les pupilles difficiles de l'Assistance publique. Faute

de cette mesure préventive, souvent elle est fort gênée, et doit attendre, pour voir interner l'enfant, qu'il ait commis une faute assez grave pour revenir devant le Tribunal.

Au moment où nous achevons ce chapitre, nous apprenons que le Conseil supérieur des prisons a chargé une commission prise dans son sein d'examiner un projet de loi sur le régime des mineurs. On serait, paraît-il, disposé, dans la législation future, à faire aux Tribunaux spéciaux pour enfants et à la liberté surveillée la place que méritent ces deux excellentes institutions.

En attendant cette loi, nous pouvons mentionner que le 22 février dernier, un projet a été déposé sur les bureaux des Chambres, projet qui tend à faire de la liberté surveillée une mesure judiciaire officielle.

CHAPITRE II

LE PATRONAGE DES ÉTABLISSEMENTS AU PROFIT DES ANCIENS PUPILLES. — LE PLACEMENT

Le jeune homme sort de la colonie où par autorité de justice il était détenu. S'il n'est pas jeté « nu sur la terre nue » — suivant l'expression consacrée, — il est, du moins, très exact de dire qu'il ne se trouve pas non plus dans l'opulence. Si bon ouvrier qu'il se soit montré, son patrimoine consiste en un pécule toujours bien faible, lui permettant de vivre durant quelques semaines. Ensuite, c'est la faim, mauvaise conseillère ; c'est l'ancien complice rencontré, qui chasse le scrupule et provoque la faute : c'est la chute, — souvent hélas ! définitive, irrémédiable. Situation atroce, si tragiquement peinte par M. François Coppée, dans son roman *Le Coupable*. L'auteur de cette œuvre est trop sévère, sans doute, pour les colonies. Mais combien sa psychologie du libéré ne serait-elle pas juste, si le patronage n'existait pas !

Non, l'enfant n'est pas un abandonné quand il sort de ces maisons où des maîtres dévoués ont travaillé à son relèvement. Il peut jouir du repos moral que lui

assurera l'accomplissement de sa tâche ; car, si la vie matérielle est trop difficile, quelques pièces blanches tomberont à propos dans sa poche ; et si la tentation de mal faire est trop forte, le secours moral ne fera point défaut.

Dans la pensée du législateur de 1850, le patronage était le complément naturel et indispensable du séjour à la colonie. Le titre même de la loi le prouve : « Loi sur l'Education et le Patronage des jeunes détenus. » Le patronage est dans notre loi absolument obligatoire, expressément imposé. L'art. 19 confie à l'Assistance publique, durant les trois années au moins qui suivent leur libération : les acquittés qui ont été internés dans les colonies ; les condamnés qui ont été détenus dans les mêmes établissements ; ceux enfin qui sortent de la colonie correctionnelle. — Un règlement d'administration publique devait intervenir pour permettre l'application de cet article 19. Le décret n'a jamais été rendu, et par suite de cette lacune, le grand patronage officiel ne s'est jamais exercé (1).

(1) Le décret portant règlement d'administration publique eût été absolument indispensable pour que la loi pût être appliquée. En 1850, en effet, l'Assistance publique était une administration réservée aux enfants abandonnés, et non aux enfants coupables, système que devait modifier profondément la loi de 1898.

En outre, un point était embarrassant : en parlant de l'Assistance publique, on parlait du service des Enfants assistés. Or, un mineur peut être retenu dans l'établissement d'éducation pénitentiaire jusqu'à l'âge de *vingt ans*. Un an après sa sortie, il sera donc majeur. Peut-on concevoir qu'un service d'« enfants » ait à exercer son patronage durant deux ans au moins sur un majeur ?

Il a fallu pour mettre en mouvement ce rouage de l'Assistance publique une autre loi dont nous aurons à parler, la loi de 1898.

Pour l'instant, suivons l'idée du législateur de 1850. Il demandait en somme le patronage post-scolaire. Ce patronage existe ; car, dans toutes les colonies, une société fonctionne, dont le but est de placer, de surveiller et d'aider les anciens pupilles, — parfois, même, au besoin, de les hospitaliser temporairement.

Il faut bien se l'avouer : si excellente et si pratique que soit l'éducation donnée dans les colonies, il n'est pas facile, souvent, au jeune libéré, d'en tirer parti. Le Français est d'une nature méfiante. Un ouvrier sollicite-t-il du travail ? On lui fait subir un interrogatoire en règle, dire d'où il vient, montrer ses papiers. On embauche difficilement quiconque sort d'un établissement d'éducation pénitentiaire. Heureusement, la société de Patronage est là ; elle s'abouche avec le patron ; elle le rassure. Elle surveille le jeune homme, et par sa constante sollicitude, elle le maintient dans la bonne voie.

Mais ce n'est pas seulement après la libération que s'exerce ce patronage. On sait que, aux termes de l'art. 9, « les jeunes détenus des colonies pénitentiaires peuvent obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être placés provisoirement hors de la colonie. » Ce texte nous amène à exposer le fonctionnement du « placement familial. »

Chaque année, en général, au moment du 14 juillet, le directeur de l'établissement soumet au Ministre de l'Intérieur, une liste des pupilles que leur bonne conduite semble désigner pour une vie plus libre. Chacun de ces enfants est alors envoyé, suivant sa spécialité, soit chez un maître-ouvrier, soit chez un cultivateur. La colonie lui fournit un trousseau. Le patron lui alloue un salaire. Sur ce dernier point, on se montre peu exigeant : il ne s'agit pas, en effet, de placer l'enfant d'une manière définitive : on veut seulement voir comment il se comportera une fois livré à lui-même. Je dirais volontiers qu'il n'est pas libre, mais qu'il est à l'école de la liberté. Véritable école, en effet, où l'on est surveillé par la colonie ; où l'on est, suivant ses actes, récompensé ou puni. Récompensé, car le pupille à qui est concédée cette faveur de la liberté provisoire sous forme de placement ne reverra jamais la colonie si sa conduite est bonne. Puni, car si l'air extérieur produit sur le moral du jeune homme un autre effet que celui qu'on attendait, le pupille réintègre l'établissement : l'expérience lui a été défavorable : on en sera quitte pour attendre quelque temps avant de faire une nouvelle tentative.

Tel est le mécanisme du placement familial, que pratiquent tous les établissements d'éducation pénitentiaire. Et ce système est excellent : tel qu'on l'applique, il est, au point de vue juridique, strictement conforme au vœu de la loi. Au point de vue pratique, il présente des avantages nombreux pour les pupilles et pour les Sociétés de placement et de patronage.

Tant qu'il est interné, le pupille vit dans l'espoir de cette semi-liberté. Et quand il l'a obtenue, le désir de la conserver l'incite à se bien conduire. La surveillance discrète dont il est l'objet représente pour lui la discipline à laquelle tout citoyen libre doit conformer ses actes. Et il est indispensable, si l'on veut relever définitivement le jeune homme, de lui inculquer cette notion de la loi.

Mais, si l'institution du placement familial est excellente pour le pupille, elle profite aussi aux Sociétés de patronage, qui s'occupent du placement définitif des libérés. Placé provisoirement, le jeune homme, suivant sa conduite, fait concevoir de lui une bonne ou une mauvaise opinion. Dans le premier cas, la Société pourra le proposer en toute sécurité à un patron; dans le second, elle devra se montrer réservée. Il faut en effet se garder d'introduire, selon l'expression de M. Berthélemy, un frelon dans une ruche, avec l'espoir qu'il y devienne une abeille. Une Société de patronage qui commettrait cette imprudence ferait à ses protégés plus de mal que de bien, car elle perdrait bien vite la confiance du public. L'examen attentif des notes de placement provisoire permettra souvent d'éviter cet écueil.

Ainsi pratiqué, selon le vœu de la loi de 1850, comme épreuve, le placement familial aboutit à d'excellents résultats, et on tend à lui donner chaque jour plus d'importance. Certains pénologues voient dans ce système non plus un moyen d'essai, mais une méthode pédagogique. Ce n'est plus le placement permettant de

contrôler l'éducation : c'est l'éducation par le placement et c'est, en somme, la forme administrative de la liberté surveillée. L'enfant envoyé à la campagne chez un cultivateur ou un artisan dès la sortie de l'audience ne connaîtrait plus la colonie. Son enfance serait toute familiale.

Le système n'est certes pas à négliger. Il a le grand avantage d'abolir l'internat. Si bien organisée que soit la discipline dans une colonie, il est un fait indéniable : c'est que, là comme dans toute collectivité, il y a de bons et de mauvais éléments. Le « bon » est relatif; en revanche, le « mauvais » est plus que mauvais. Or il n'existe aucun moyen d'empêcher le contact entre ces deux catégories d'individus, si l'on maintient le régime de l'internat. Il importerait donc de le supprimer, et de généraliser la mise en pension des enfants dans des familles paysannes.

Ici, nous avons à présenter une grave objection. Que le contact entre ceux qui peuvent se relever facilement et ceux qui sont plus vicieux soit à éviter, cela est certain. Mais est-ce une raison pour détruire l'éducation pénitentiaire? Cela, nous ne le pensons pas. Il est des natures qui ne comprennent que la surveillance rigoureuse et continue. Celles-là peuvent s'amender à la colonie. Si vous mettez, au contraire, ces individus en liberté à la campagne, vous en ferez des maraudeurs, des paresseux. Et qu'on ne vienne pas nous parler de la surveillance que leur patron exercera sur eux : il fera pour eux tout au plus ce qu'il fait pour ses enfants :

il s'en occupera fort peu. — Donc pour les vicieux, la colonie.

Mais il y a les autres. Et pour ceux-là, le système du placement immédiat est plus intéressant. Ce sont des enfants qui ont grandi dans un milieu mauvais, et sur lesquels l'ambiance a produit son effet néfaste. Mais ils ne sont pas par nature des vicieux, et il est fort possible que, transportés dans une famille saine, ils reviennent naturellement au bien. Que ces enfants soient donc, dès leur sortie de l'audience, conduits chez de braves gens à la campagne. Le résultat, nous en sommes persuadés, sera souvent bon. Si d'ailleurs il était mauvais, on pourrait toujours recourir à l'internement. *

En résumé, l'éducation par le placement ou, pour généraliser, la liberté surveillée n'est pas une panacée universelle. Mais c'est une institution intéressante et qui peut donner d'excellents résultats pourvu que l'on distingue entre les diverses catégories de mineurs (1).

Nous avons dit au début de ce chapitre que parfois les Etablissements hospitalisaient provisoirement leurs anciens pupilles. C'est une mesure qu'on ne peut assez louer. La maladie, trop souvent suivie de la misère, risque de réduire à néant l'œuvre accomplie. L'ancien jeune détenu, qui a renoué à ses dépens connaissance avec la justice, est plus que jamais en péril. Il importait de créer une œuvre de sauvetage.

(1) Congrès Pénitentiaire de Bruxelles, 1900, IV^e section, 4^e question.

La colonie des Douaires l'a compris. Depuis le 1^{er} novembre 1896, le Comité de patronage a fondé un « refuge » pour les anciens élèves. Cet établissement reçoit les ex-pupilles sans ressources (1), ceux qui, étant au régiment, sont envoyés en congé de convalescence, et ceux qui sont libérés du service militaire. L'hospitalisation est purement volontaire. Le refuge, installé d'abord à la ferme du Hazey, a été récemment transféré à la ferme de Launay.

Les réfugiés sont astreints au travail, et soumis à une discipline à la fois douce et stricte. Ils portent un costume spécial. Les militaires conservent, comme signe distinctif, le képi.

Les pensionnaires de Launay reçoivent une carte d'identité, grâce à laquelle ils peuvent, quand ils en ont l'autorisation, circuler dans le pays sans être inquiétés. Le dimanche et les jours de fêtes, on donne quartier libre à la population; une petite somme est même remise à chaque homme pour ses menus plaisirs.

L'hospitalisation est provisoire. Ceux qui en jouissent sont tenus d'accepter la place que leur offre le comité de patronage, et ce sous peine d'exclusion.

Du 1^{er} novembre 1896 au 1^{er} novembre 1903, le refuge a reçu 401 anciens pupilles; 191 ont été placés. La plupart des autres sont rentrés dans leur famille ou ont regagné leur régiment. Onze seulement ont dû être renvoyés pour paresse ou pour inconduite.

(1) Même s'ils sortent de prison.

A côté de ce refuge, réservé aux anciens pupilles d'une colonie déterminée, on doit mentionner que dans tous les grands centres il existe aujourd'hui des ateliers d'« Assistance par le travail. » Ces établissements accueillent et emploient tous ceux qui se trouvent sans ressources.

On peut donc dire qu'à l'heure actuelle l'ex-pensionnaire d'une colonie qui revient au mal est à peu près inexcusable

CHAPITRE III

L'ENFANCE TRADUITE EN JUSTICE ET L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Nous disions au chapitre précédent que, si la loi de 1850 était strictement observée, l'Assistance publique devrait avoir le patronage des jeunes détenus pendant les trois ans qui suivent leur libération.

De nos jours, on a fait mieux : on a, dans certains cas, substitué l'Assistance publique à l'Administration Pénitentiaire, en lui confiant des enfants dans un but d'éducation.

Tel a été l'objet de la loi du 19 avril 1898.

On connaît le sort étrange de cette loi, qui devait avoir pour objet « la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis *envers* des enfants, » et qui fut proposée au moment de la fameuse affaire d'enfant-martyr dont le triste retentissement fut universel.

Il se trouva que, devant les Chambres, cette loi simplement humanitaire (1) devint loi pénale. Voici com-

(1) Nous disons « simplement humanitaire » parce que nous nous plaçons au point de vue des enfants. Mais il est bon de rappeler que la loi de 1898

ment : le texte disposait que les enfants victimes de violences pourraient être provisoirement confiés par le magistrat instructeur à des personnes ou à des institutions charitables, ou enfin à l'Assistance publique ; et que dans les mêmes cas, les tribunaux pourraient statuer définitivement sur la garde des enfants.

Il suffit pour transformer le projet d'une addition de quatre mots ; et l'article 4 débuta ainsi : dans tous les cas de délits ou de crimes commis *par des enfants* ou sur des enfants... » C'était permettre aux juges de soustraire, quand ils le trouveraient bon, les jeunes coupables à la maison de correction, s'il s'agit du tribunal, à la prison s'il s'agit des magistrats instructeurs.

C'est un système qu'on ne saurait trop approuver en principe ; car, on ne peut trop le répéter : l'envoi à la colonie est une bonne chose ; mais, quand cela est possible, il est meilleur encore d'éviter cette mesure de rigueur. Nous avons dit dans la première partie de ce travail comment se donnait l'éducation pénitentiaire, et quels résultats excellents elle produisait. Mais, si excellente soit-elle, on doit la considérer comme un pis aller.

Il est donc bon pour l'enfant qu'il soit confié à une œuvre charitable. Est-il bon que cette œuvre soit l'Assistance publique ? Telle est la question qu'il faut se poser, et que nous résolvons par la négative.

Tout d'abord, que devient l'enfant confié à la charité

est à proprement parler une loi pénale, et qu'elle protège l'enfant en châtiant ceux qui lui font subir de mauvais traitements.

officielle ? Il passe quelque temps dans un dépôt de l'Administration, et ensuite on le place, le plus souvent à la campagne.

Ce placement rural nous semble très avantageux quand il est fait par des comités de patronage, parce que chaque société n'a à surveiller qu'un nombre restreint de pupilles. Les protégés de l'Assistance sont au contraire extrêmement nombreux, et, si zélé qu'il soit, le service des Enfants assistés est impuissant à les visiter tous. Et c'est pourquoi le placement des mineurs traduits en justice à la campagne nous semble mauvais, pour eux d'abord, pour les autres enfants assistés ensuite.

Le système est défectueux d'abord pour les mineurs traduits en justice. En effet, pour la grande majorité des paysans, l'Assistance publique est un bureau de placement. Elle fournit des valets de ferme à qui en demande et l'employeur n'aguère envers l'enfant qu'une obligation : celle de le faire travailler. Qu'on ne me taxe pas d'exagération : il y a là un état d'esprit que j'ai été à même, trop souvent, d'observer. — Or, en édictant la loi de 1898, on n'a pas eu, je pense, l'idée de priver l'enfant des avantages que lui offrait la loi de 1850 : on a pensé que, chez les cultivateurs comme à la colonie, il jouirait de l'éducation morale, religieuse et professionnelle. Nous reconnaissons qu'on lui donne l'enseignement professionnel et, dans la plupart des cas, l'enseignement primaire. Quant au reste, il dépend des familles qui reçoivent l'enfant, et il ne devrait pas dépendre d'elles.

Défectueux pour les pupilles traduits en justice, le système de la loi de 1898 n'est pas sans faire quelque tort aux pupilles ordinaires de l'Assistance. On ne reprochait à ces derniers qu'une chose : c'était de n'avoir point de parents connus. On les soupçonne maintenant : on n'est jamais sûr de l'enfant qu'on prend chez soi : sait-ons'il n'a pas eu sa place un jour au banc des prévenus, pour quelque forfait qu'on ignore ? Si simple que soit le raisonnement, il a sa portée. La loi de 1898 présente un réel écueil : on peut se méfier aujourd'hui des enfants assistés.

Et puis, l'application de cette loi entraîne pour l'Assistance des obligations qui, en bonne justice, ne devraient pas lui incomber. On est unanime à déclarer que l'Administration ne peut refuser d'accueillir les sujets qu'on lui confie. Mais parmi eux il peut s'en trouver de fort mauvais, de foncièrement vicieux : qu'en fera-t-elle ?

Il a fallu pour trancher la question une loi nouvelle : celle du 28 juin 1904, sur les pupilles difficiles ou vicieux (1).

(1) Loi du 28 juin 1904, relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.

Art. 1^{er}. — Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle. — Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles, sont des établissements départementaux ou des établissements privés..., etc.

(Règlement d'administration publique, art. 1^{er}. Les écoles professionnelles, publiques ou privées, agricoles ou industrielles, établies ou autorisées en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904, sont

Cette loi établit tout d'abord une distinction entre les « difficiles et les vicieux, » — deux catégories qui, soit dit en passant, peuvent être aisément confondues, quand on se trouve en présence d'actes précis.

Pour les « difficiles » on crée des écoles professionnelles spéciales, n'ayant rien de pénitentiaire. Après avoir séjourné quelque temps dans ces établissements, l'enfant peut être placé.

Quant aux « vicieux, » le Tribunal peut les confier à l'Administration Pénitentiaire, qui les entretient aux frais de l'Assistance.

Donc, pour les uns, des établissements qui ont tout de la colonie, sauf le nom, et pour les autres, la colonie véritable. En résumé, pour les deux classes, l'éducation pénitentiaire ou quasi pénitentiaire.

Etait-il bien nécessaire, pour arriver à ce résultat, de faire intervenir l'Assistance publique dans la loi de 1898 ? En ce qui touche aux délits des enfants, n'eût-il pas été plus simple de dire que les mineurs en question pourraient être confiés à des personnes ou à des associations charitables ? On a voulu assigner aux services d'enfants assistés un rôle qui n'était pas le leur. Ce

affectées à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique. *Ces écoles n'ont aucun caractère pénitentiaire.*)

Art. 2. — Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des Enfants assistés et sur la demande du préfet dans les départements, ou du directeur de l'Assistance publique de Paris, dans la Seine, décider, sans rais, qu'il sera confié à l'Administration pénitentiaire..., etc., —

faisant, on a augmenté considérablement leurs charges. On les a forcés à employer au profit d'enfants traduits en justice la caisse de la charité publique. Et, en voulant mêler deux institutions, on est arrivé seulement à constater que l'une a besoin de l'autre pour accomplir sa tâche nouvelle.

N'eût-il donc pas été plus simple d'admettre, enfin, que la « maison de correction » a vécu, que la colonie n'est pas une prison, mais bien plutôt un refuge, et qu'un enfant, pour y avoir été élevé, n'est point noté d'infamie ?

CHAPITRE IV

LES PATRONAGES PRIVÉS

Nous avons étudié ce que font en matière de patronage les établissements d'éducation pénitentiaire. Nous avons signalé la tentative faite par la loi de 1898 pour assimiler aux enfants assistés les mineurs traduits en justice. Il convient maintenant que nous examinions l'œuvre des institutions particulières.

Nous ne prétendons pas, cela va sans dire, passer en revue toutes les sociétés de patronage qui s'occupent des enfants. Elles prennent chaque jour une importance plus considérable, leur nombre augmente sans cesse. Qu'il nous suffise donc de signaler cet incessant progrès, sans dresser le catalogue de toutes les œuvres existantes.

Les associations qui donnent leurs soins à la cause du patronage peuvent, nous semble-t-il, se ramener à trois types :

- 1° Le patronage dans la famille ;
- 2° Le patronage hors de la famille ;
- 3° Le patronage militaire.

I

LE PATRONAGE DANS LA FAMILLE

Le mineur traduit en justice vient d'être acquitté comme ayant agi sans discernement. Le Tribunal ne veut pas prononcer l'envoi en correction : soit parce que l'enfant est trop jeune, soit parce que la faute est légère. Il peut prendre trois partis. Tout d'abord, l'enfant peut être confié purement et simplement à un patronage. Nous examinerons ce cas un peu plus loin. Ensuite, l'enfant peut être rendu à ses parents, ou remis à une institution charitable pour être placé en liberté surveillée. La liberté surveillée nous est déjà connue. Mais nous avons à étudier par quels moyens peut être patronné l'enfant simplement remis à ses parents.

Car il ne faut pas croire que les Tribunaux ne prennent pas souvent cette mesure à l'égard d'enfants pour lesquels l'envoi en correction se justifierait parfaitement. Les juges ont malheureusement, eux aussi, des préventions contre la colonie pénitentiaire, et, trop fréquemment, ils rendent aux familles des mineurs qui auront besoin, pour ne pas retomber, d'une surveillance que ces familles sont assez généralement incapables d'exercer.

C'est pour exercer cette surveillance que M. Louis Albanel, juge d'instruction au Tribunal de la Seine, fonda en 1900 le « Patronage familial, » œuvre de

protection dans la famille de l'enfance en danger moral. Ce patronage reçoit les enfants remis à leur parents avant ou après jugement, et les enfants en danger moral signalés par les familles.

On a fait à cette institution deux graves reproches. Le premier c'est qu'elle porte atteinte à l'autorité du chef de famille, en se substituant à lui dans son propre intérieur pour exercer une sorte de puissance paternelle. M. Bessières, en 1903, a, dans son rapport au congrès de Marseille, réfuté cette objection. Sa thèse, qui nous semble fort rationnelle, est celle-ci : Nous ne prenons pas la place du père : loin d'annihiler son autorité, nous la fortifions ; car nous nous attachons à toujours agir par l'intermédiaire du chef de famille.

L'autre objection est celle-ci : la famille voit-elle d'un bon œil l'ingérence d'étrangers dans ses affaires ? M. Bessières répond victorieusement que, très souvent, ce sont les parents mêmes du mineur qui sollicitent l'intervention du patronage.

Le desideratum de l'œuvre est de se ramifier le plus possible et d'avoir un contingent très nombreux de « tuteurs moraux. » L'idéal serait, en effet, que chaque patronné fût surveillé par une personne dont il serait le seul pupille. Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que ce rêve est loin de sa réalisation : certains tuteurs sont, aujourd'hui encore, chargés de plus de cent enfants, et l'efficacité du patronage s'en ressent.

II

LE PATRONAGE HORS DE LA FAMILLE

Il s'exerce quand l'enfant est confié à une société ou à une personne charitable, qui le recueille et le place.

Ici les œuvres abondent. Il faut citer : l'œuvre des jeunes détenus et des jeunes libérés de la Seine, avec sa vaste maison d'asile de la rue de Mézières ; la Société générale de protection pour l'enfance abandonnée ou coupable, fondée par M. le Président Bonjean, et complétée par l'Ecole professionnelle agricole d'Orgeville ; le patronage de l'enfance et de l'adolescence, fondateur d'une maison de travail pour les jeunes gens dépourvus de ressources : on n'a pas oublié en outre que c'est à cette œuvre qu'on doit l'introduction en France de la liberté surveillée. — A côté de ces patronages, qui accueillent les enfants sans distinction de cultes, les protestants et les israélites ont fondé des œuvres spéciales pour leurs coreligionnaires.

Analyser les travaux de ces institutions serait une étude un peu monotone, car tous les patronages ont des emplois à peu près similaires. Leur fonction est double : ils font œuvre de préservation, en accueillant les enfants qui, sans avoir été traduits en justice, leur sont signalés comme étant en danger moral ; ils font œuvre de relèvement et d'éducation, en recevant et en plaçant les mineurs, soit à leur sortie des colonies péniten-

tiaires, soit quand les magistrats instructeurs ou les juridictions de jugement les leur confient, aux termes de la loi de 1898.

Ces divers patronages pratiquent avec succès le placement familial. Le seul Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence a placé, en 1905, 71 enfants à Paris et 278 à la campagne. Pour les placements à Paris, le Patronage a dû créer à Malakoff une maison de famille, qui reçoit les apprentis quand leur employeur ne peut les nourrir et les loger.

III

LE PATRONAGE MILITAIRE

Nous appelons de ce nom la « Société de Protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative. » Cette grande œuvre, l'une des plus connues qui existent, non seulement en France, mais à l'étranger, a été fondée en 1878 par M. le conseiller Félix Voisin.

A vrai dire, nous aurions dû ranger normalement cette société dans la catégorie des « patronages hors de la famille. » Mais elle nous a semblé mériter une place particulière, à cause de l'importance considérable donnée par les éducateurs de l'enfance coupable à l'engagement militaire.

Le service dans les armées de terre et de mer est envisagé par les règlements qui gouvernent l'enfance

traduite en justice comme une récompense, d'abord, et, ensuite, comme un moyen efficace de relèvement : il est le complément nécessaire de l'éducation pénitentiaire. C'est du moins à ce point de vue que l'œuvre de M. Voisin nous intéresse : car elle s'occupe aussi des enfants assistés et des moralement abandonnés.

Le but poursuivi par la Société est triple. D'abord, le patronage favorise l'engagement militaire des jeunes détenus. En cela, il a grandement raison. Il est mauvais, en effet, que l'enfant sorte de la colonie pour tomber immédiatement dans la vie libre. Le changement le déroute ; l'ivresse de se sentir maître de soi tout à coup peut aboutir à des résultats fâcheux chez un jeune homme de dix-huit ou vingt ans. En un mot il importe de ménager une transition entre les deux genres de vie. Le régiment servira de moyen terme. Le pupille y aura plus d'initiative qu'à la colonie. En outre, les quelques heures de sortie quotidienne, les jours de permission, tout cela contribuera à le familiariser avec l'existence du dehors, et, en même temps, il continuera comme militaire à se sentir dominé par une stricte discipline.

Ayant provoqué l'engagement de son protégé, la Société de patronage aura soin de lui durant le temps qu'il passera sous les drapeaux. L'œuvre est, dans beaucoup de régiments, représentée par des officiers qui veillent sur ces jeunes gens. Ces chefs accomplissent une mission noble entre toutes : ils aident au relèvement moral des hommes qui leur sont spéciale-

ment confiés. Instruments indispensables du patronage, ils rendent compte régulièrement à la Société des faits et gestes des pupilles. Ceux-ci, d'ailleurs, se montrent le plus généralement dignes de l'intérêt qu'on leur témoigne. Sur les 637 anciens jeunes détenus acquittés que l'œuvre patronnait en 1905, on comptait 123 gradés, dont 51 sous-officiers; quant aux anciens condamnés, sur 632 on trouve 50 gradés. Au service, les engagés sont donc aidés moralement. Les secours matériels ne leur font pas davantage défaut : outre les petites gratifications qu'elle peut distribuer, la Société gère le pécule d'un grand nombre d'anciens pupilles de l'Administration ou des colonies privées, et elle leur remet suivant leurs besoins les sommes nécessaires.

Si l'on feuillette les notes données aux jeunes détenus, anciens acquittés engagés, en 1905, on trouve sur 637 sujets : 242 très bons; 286 bons; 44 passables; 65 mauvais. Près des 9/10 ont donc une attitude satisfaisante. Pour les anciens condamnés, la proportion est moins brillante; elle est encore, cependant, très honnête. Les patronnés sont au nombre de 632, parmi lesquels : 127 très bons, 331 bons, 46 passables, 128 mauvais; les 4/5 de l'effectif ont donc une bonne conduite. Ces chiffres font l'éloge à la fois des jeunes gens, des officiers, et du patronage.

Quand le service militaire est fini, la Société n'abandonne pas ses protégés. Ceux d'entre eux qui n'ont pas contracté un nouvel engagement (le patronage compte 680 rengagés, dont 320 gradés) sont

placés suivant leurs aptitudes. Ils restent en rapport avec l'œuvre, et certains, dans leurs lettres, remercient avec l'accent d'une reconnaissante sincérité M. Voisin d'avoir fait d'eux ce qu'ils sont : d'honnêtes gens (1).

Devons-nous, maintenant, rechercher, comme nous le faisons pour les établissements d'éducation, ce qu'il conviendrait de faire ?

Nous ne le pensons pas : si nous sommes partisans d'une impulsion unique pour les écoles, il nous semble que, au contraire, les patronages ne peuvent que gagner en se spécialisant. Ils accueillent le jeune libéré à l'âge où se forme son caractère définitif, à l'âge où il devient homme. Les uns doivent donc surveiller plus largement leurs protégés, les autres, se montrer plus rigoristes, suivant les natures.

Et puis, il ne faut pas oublier qu'un patronage est avant tout une œuvre de bienfaisance, une institution charitable. Il ne faut pas oublier que la plupart de ces œuvres ont à leur tête des hommes éminents, souvent jurisconsultes, toujours philanthropes, et que ces hommes n'ont au monde qu'une ambition : aider au relèvement.

Réglementer la charité, c'est presque toujours l'en-traver. Laissez faire l'initiative personnelle, laissez agir le cœur, et de cette liberté sortira certainement le bien.

(1) Renseignements donnés par le 28^e Rapport de l'Œuvre, 1906.

CONCLUSION

Comment conclure cette étude, sinon en exprimant le vœu que l'union entre les Etablissements et les Patronages devienne de plus en plus étroite? On a pu le voir : de nos jours, un mouvement s'affirme pour substituer la charité publique ou privée à la colonie. Ce n'est pas, à notre avis, dans la substitution qu'il faut chercher le moyen d'améliorer le système : c'est dans la fusion.

Tous les Parisiens se souviennent d'une Exposition organisée il y a quelques années au Petit-Palais des Champs-Élysées. On y pouvait, d'un seul coup d'œil, embrasser tout ce qu'on fait pour l'enfant et tout ce qu'il fait.

Nous demandons qu'on fasse pour l'éducation et pour la protection de la jeunesse malheureuse ce qu'on avait fait pour ses travaux : qu'on réunisse en un seul service tout ce qui l'intéresse.

La « Direction générale de l'Enfance » serait créée au Ministère de l'Intérieur, puisque c'est à ce département qu'elle emprunterait la majeure partie de ses services. Elle aurait à sa tête, non pas un fonctionnaire

quelconque, mais un philanthrope averti, au courant de toutes les questions d'enfants, et considérant son travail comme une œuvre de bienfaisance sociale, et non comme une tâche purement administrative.

Chaque Bureau aurait la gestion de certains établissements et, en outre, serait en rapport avec tous les patronages s'occupant spécialement d'une catégorie déterminée d'enfants, les moyens d'action des sociétés charitables étant, bien entendu, absolument libres.

Le Directeur serait assisté d'un « Comité consultatif de l'enfance, » composé de philanthropes et de juriconsultes.

Voici comment nous proposerions de répartir les divers services :

Enfants anormaux (jeunes aveugles, sourds-muets) ;

Enfants aliénés ou arriérés ;

Enfants assistés ;

Enfants prévenus ou jugés. Mineurs de la correction paternelle. Mineurs confiés par la justice à l'Administration ;

Enfants employés dans l'industrie et dans l'agriculture.

« Protection, instruction, amendement, » telle pourrait être la devise de cette direction.

Pour le moment, sans insister davantage sur le progrès que réaliserait ce nouveau rouage administratif, ne craignons pas de dire qu'en dépit de critiques souvent trop sévères, la France peut être fière de sa

législation pénale des mineurs et de la façon dont on sait l'appliquer. On peut saluer aujourd'hui, tant chez l'Etat que chez les particuliers, non plus des efforts, mais de véritables et de grands résultats.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

I^{re} PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Le Régime pénitentiaire de l'enfance .	13
§ 1 ^{er} Avant 1850.	13
§ 2. La Loi de 1850	17
CHAPITRE II. — Visite d'une Colonie pénitentiaire : Les Douaires	24
CHAPITRE III. — Quelques autres établissements :	
Mettray.	34
Belle-Ile	35
Aniane	37
CHAPITRE IV. — Les Etablissements spéciaux :	
Ecoles de réforme.	39
Colonie correctionnelle	42
CHAPITRE V. — Questions qui se posent à propos des colonies :	
Le Régime, la Discipline.	46
Colonie publique ou Colonie privée.	55
La Rétribution du travail	62
CHAPITRE VI. — Que faut-il faire ?	68

II^e PARTIE

CHAPITRE I ^{er} . — Les Libérés. Les Tribunaux pour enfants	77
CHAPITRE II. — Le Patronage des Etablissements au profit de leurs anciens pupilles. Le Placement	88
CHAPITRE III. — L'Enfance traduite en justice et l'Assistance publique	97
CHAPITRE IV. — Les Patronages privés	103
CONCLUSION	111

PARIS. — IMPRIMERIE F. LEVÉ, RUE CASSETTE, 17.
